

6.2

Réglementation et instructions générales

6.2 RÉGLEMENTATION ET INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

6.2.1 Consultation

Projets de règlements

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 2°, 3°, 4.1°, 8°, 11° et 20° et a. 331.2)

Projets de modification visant la mise en œuvre d'un modèle d'accès à certains documents d'information continue des émetteurs assujettis qui ne sont pas des fonds d'investissement

Avis est donné par l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité »), que, conformément à l'article 331.2 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, chapitre V-1.1, les règlements suivants dont le texte sont publiés ci-dessous, pourront être pris par l'Autorité et ensuite soumis au ministre des Finances pour approbation, avec ou sans modification, à l'expiration d'un délai de 90 jours à compter de leur publication au Bulletin de l'Autorité :

- *Règlement modifiant le Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue;*
- *Règlement modifiant le Règlement 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujetti.*

Vous trouverez également ci-dessous les projets de modification aux instructions générales suivants :

- *Instruction générale relative au Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue;*
- *Instruction générale relative au Règlement 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujetti.*

Consultation

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler à ce sujet est priée de les faire parvenir par écrit au plus tard le **17 février 2025**, en s'adressant à :

Me Philippe Lebel
Secrétaire et directeur général des affaires juridiques
Autorité des marchés financiers
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Télécopieur : (514) 864-6381
Courrier électronique : consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Michel Bourque
Directeur de l'encadrement réglementaire
514 395-0337, poste 4466
Numéro sans frais : 1 877 525-0337
michel.bourque@lautorite.qc.ca

Kristina Beauclair
Analyste experte à la réglementation
Direction de l'encadrement réglementaire
514 395-0337, ext. 4397
Numéro sans frais : 1 877 525-0337
kristina.beauclair@lautorite.qc.ca

Diana D'Amata
Avocate, Direction des affaires juridiques
514 395-0337, poste 4386
Numéro sans frais : 1 877 525-0337
diana.damata@lautorite.qc.ca

Le 19 novembre 2024

Canadian Securities
AdministratorsAutorités canadiennes
en valeurs mobilières

Avis de deuxième consultation des ACVM
*Projets de modification visant la mise en œuvre d'un modèle d'accès à
certains documents d'information continue des émetteurs assujettis
qui ne sont pas des fonds d'investissement*

Le 19 novembre 2024

Introduction

Les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les **ACVM** ou **nous**) publions de nouveau pour une période de consultation de 90 jours les projets de modification du texte suivant :

- le *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue* (le **projet de modification du Règlement 51-102**);

ainsi que des textes suivants :

- *l'Instruction générale relative au Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue*;
- *l'Instruction générale relative au Règlement 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujetti*

(collectivement, les **projets de modification des instructions générales**);

de même que le projet de modification corrélative du texte suivant :

- le *Règlement 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujetti*

(collectivement, avec le projet de modification du Règlement 51-102, les **projets de modification des règlements**).

La période de consultation publique prend fin le **17 février 2025**.

Le texte des projets de modification des règlements et des instructions générales est publié avec le présent avis et peut être consulté sur les sites Web des membres des ACVM, notamment les suivants :

www.lautorite.qc.ca

www.asc.ca

www.bsc.bc.ca

-2-

nssc.novascotia.ca
www.fcnb.ca
www.osc.ca
www.fcaa.gov.sk.ca
www.mbsecurities.ca

Objet

S'ils sont mis en œuvre, les projets de modification des règlements et des instructions générales introduiront un modèle d'accès aux états financiers annuels, aux rapports financiers intermédiaires et aux rapports de gestion correspondants des émetteurs assujettis qui ne sont pas des fonds d'investissement (le **modèle d'accès proposé**).

Le modèle d'accès proposé établit des procédures optionnelles par lesquelles les états financiers annuels, les rapports financiers intermédiaires et les rapports de gestion correspondants (les **documents d'information continue**) peuvent être rendus accessibles électroniquement en lieu et place des obligations de transmission actuellement prévues par la législation en valeurs mobilières.

Les projets de modification des règlements disposent que l'accès électronique à un document d'information continue est fourni lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- l'émetteur a déposé le document au moyen de SEDAR+;
- le même jour, l'émetteur a publié et déposé un communiqué au moyen de SEDAR+ annonçant ce qui suit :
 - le document est accessible électroniquement;
 - la fonctionnalité de notification de SEDAR+ est disponible;
 - un exemplaire électronique ou imprimé du document peut être obtenu sur demande;
 - toute instruction permanente de recevoir un exemplaire électronique ou imprimé du document continuera d'être appliquée;
- le même jour, l'émetteur a affiché le document sur son site Web, s'il en possède un.

La fonctionnalité de notification de SEDAR+ permet à toute personne (l'**abonné**) de s'abonner aux notifications par courriel afin d'être avisée du dépôt, au moyen de SEDAR+, des documents d'information continue pour lesquels elle s'est abonnée. Il en est davantage question plus loin.

Les projets de modification des règlements obligent également l'émetteur à indiquer la façon d'accéder électroniquement aux documents d'information continue, la disponibilité de la fonctionnalité de notification de SEDAR+ et la procédure à suivre pour obtenir un exemplaire d'un document ainsi qu'à préciser que des instructions permanentes peuvent être données. Cette information doit figurer dans les endroits suivants :

- avant d'utiliser le modèle d'accès proposé, dans un communiqué si, au cours de la période comptable précédente, l'émetteur s'est conformé aux obligations de transmission actuellement prévues par le *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue* (le **Règlement 51-102**);
- dans un document distinct envoyé aux investisseurs avec les documents reliés aux procurations ou, si l'émetteur suit les procédures de notification et d'accès, avec l'avis à envoyer en leur application;

-3-

- sur le site Web de l'émetteur, là où il affiche ses documents d'information continue, s'il y a lieu.

Conformément aux projets de modification des règlements, l'émetteur qui ne souhaite plus utiliser le modèle d'accès proposé doit, au préalable, en informer les investisseurs dans un communiqué.

Nous sommes conscients que la technologie de l'information constitue un outil important et utile de communication avec les investisseurs. Ainsi, le modèle d'accès proposé s'accorde avec l'évolution globale de nos marchés des capitaux, dont l'usage de plus en plus répandu des moyens électroniques pour accéder à l'information et la consommer. Grâce à lui, les investisseurs seront mieux informés sur la disponibilité des documents d'information continue et sur la façon dont ils peuvent y accéder électroniquement.

Le modèle d'accès proposé ne prive pas l'investisseur de son droit de demander des exemplaires imprimés ou électroniques des documents d'information continue. L'investisseur ayant donné des instructions permanentes à un intermédiaire pour les obtenir continuera de les recevoir, même si l'émetteur a choisi de fournir un accès électronique à ceux-ci conformément au modèle.

Contexte

Le 9 janvier 2020, nous avons publié le Document de consultation 51-405 des ACVM, *Étude d'un modèle d'accès tenant lieu de transmission pour les émetteurs assujettis qui ne sont pas des fonds d'investissement*. La consultation visait à offrir un forum de discussion sur la pertinence d'adopter un modèle d'accès sur le marché canadien. Nous avons sollicité l'avis des intervenants sur l'opportunité d'en introduire un, sur les types de documents qui devraient en faire l'objet et sur son mécanisme.

À l'époque, la grande majorité des intervenants était généralement favorable à l'adoption d'un modèle d'accès au pays. Le 7 avril 2022, nous avons publié pour consultation des projets de modification visant la mise en œuvre d'un modèle d'accès pour les prospectus en général et les documents d'information continue (le **projet initial**). Pendant la consultation, terminée le 6 juillet 2022, nous avons reçu les mémoires de 29 intervenants. Nous les avons étudiés et remercions les intervenants de leur participation. L'Annexe A du présent avis renferme la liste des intervenants et un résumé de leurs commentaires, accompagné de nos réponses.

De façon générale, le projet initial a été bien reçu par les intervenants en ce qui a trait aux prospectus. Le 11 janvier 2024, nous avons publié les modifications définitives instaurant un modèle d'accès pour les prospectus, dont l'entrée en vigueur a eu lieu le 16 avril 2024.

Or, plusieurs intervenants ont émis des réserves à l'idée de mettre en œuvre le projet initial pour les documents d'information continue, notamment en raison des effets négatifs possibles sur les investisseurs individuels.

Résumé des changements par rapport au projet initial

À l'issue de l'examen des commentaires reçus, nous avons apporté d'importants changements au projet initial en lien avec les documents d'information continue. Ainsi, les projets de modification des règlements et des instructions générales tiennent compte de certains de ces commentaires et bonifient le modèle d'accès proposé du point de vue des investisseurs. En voici des exemples :

-4-

1. *Fonctionnalité de notification de SEDAR+*

Nous avons introduit des obligations d'information à propos de la fonctionnalité de notification de SEDAR+, qui permet à toute personne de s'abonner pour être avisée du dépôt, par un émetteur, d'un document d'information continue. L'abonné peut choisir de recevoir les notifications par courriel pour un ou plusieurs émetteurs, et le courriel reçu comprendra un lien vers les documents d'information continue des émetteurs sélectionnés, en fonction de son abonnement. L'abonné peut mettre à jour son abonnement à tout moment selon ses préférences (qu'il s'agisse d'un changement d'adresse électronique, de l'ajout ou du retrait d'un émetteur ou d'un document ou, encore, de l'annulation de son abonnement).

Cette fonctionnalité répond à la principale préoccupation exprimée par les intervenants au sujet de la mise en œuvre d'un modèle d'accès à l'égard des documents d'information continue, soit la nécessité de bien informer les investisseurs de leur accessibilité par voie électronique, notamment de leur procurer un lien vers ceux-ci. Aussi les projets de modification des règlements exigent-ils de l'information qui fera mieux connaître aux investisseurs l'existence de cette fonctionnalité et de SEDAR+, site officiel pour accéder à l'information et aux documents publics déposés par les émetteurs.

2. *Mesures préalables à l'accès électronique aux documents d'information continue*

Nous avons introduit l'obligation pour l'émetteur de publier et de déposer, au moins 25 jours avant de se prévaloir du modèle d'accès proposé, un communiqué au moyen de SEDAR+ si, au cours de la période comptable précédente, il a rempli l'une des conditions suivantes : *i*) il a envoyé aux investisseurs un formulaire leur permettant de demander un exemplaire de ses documents d'information continue, ou *ii*) il a envoyé ses documents à tous les investisseurs. Cette obligation s'apparente à celle d'envoyer un avis avant de suivre pour la première fois les procédures de notification et d'accès¹. Le communiqué vise à informer au préalable les investisseurs que les documents d'information continue seront accessibles électroniquement, que la fonctionnalité de notification de SEDAR+ est disponible, qu'ils peuvent suivre la procédure expliquée pour obtenir un exemplaire des documents et qu'ils peuvent donner des instructions permanentes. Nous avons inséré des indications invitant les émetteurs à évaluer s'il y a lieu d'ajouter d'autres méthodes de préavis au sujet de l'utilisation du modèle d'accès proposé.

3. *Envoi d'un document distinct*

Nous insérons des dispositions obligeant l'émetteur à joindre un document distinct aux documents reliés aux procurations qui sont envoyés aux investisseurs ou, s'il se prévaut des procédures de notification et d'accès, à l'avis. Ce document ferait office de rappel annuel aux investisseurs sur la façon d'accéder électroniquement aux documents d'information continue, sur la disponibilité de la fonctionnalité de notification de SEDAR+, sur la procédure à suivre pour obtenir un exemplaire d'un document de même que sur la possibilité de donner des instructions permanentes.

¹ Se reporter à l'article 9.1.1 du Règlement 51-102 et à l'article 2.7.1 du *Règlement 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujéti* (le **Règlement 54-101**).

-5-

Cette obligation vise à rappeler annuellement aux investisseurs que l'émetteur utilise le modèle d'accès proposé et à leur expliquer la manière d'accéder électroniquement aux documents ou en obtenir des exemplaires électroniques ou imprimés.

4. *Site Web de l'émetteur*

Nous avons ajouté l'obligation pour les émetteurs qui possèdent un site Web d'y afficher, le jour de son dépôt au moyen de SEDAR+, le document d'information continue et de fournir la même information que celle à transmettre avec les documents reliés aux procurations ou, si l'émetteur suit les procédures de notification et d'accès, avec l'avis au sujet de l'application de ces procédures. Ont aussi été ajoutées des indications selon lesquelles cette information devrait être affichée sur la même page Web et à proximité des documents d'information continue, de même que des indications précisant que ces derniers devraient être affichés au moins jusqu'à l'affichage de ceux de la période comptable suivante.

Nous tenons à souligner que le site Web de l'émetteur est l'endroit le plus intuitif pour trouver de l'information à son sujet. L'affichage sur celui-ci des documents d'information continue susciterait encore davantage l'adhésion des investisseurs et leur procurerait un autre mode d'accès électronique.

5. *Fin de l'accès électronique aux documents d'information continue*

Nous avons ajouté l'obligation selon laquelle l'émetteur doit publier et déposer au moyen de SEDAR+, au moins 25 jours avant son intention de ne plus utiliser le modèle d'accès proposé, un communiqué annonçant qu'il ne compte plus offrir l'accès électronique aux documents d'information continue et qu'il se conformera aux obligations de transmission actuellement prévues par la législation en valeurs mobilières.

On vise ici à ce que les investisseurs reçoivent un préavis de l'intention de l'émetteur de ne plus se prévaloir du modèle d'accès proposé.

6. *Interaction avec les obligations de transmission actuelles*

Nous avons ajouté des indications précisant qu'un émetteur peut fournir l'accès électronique à ses états financiers annuels et au rapport de gestion correspondant ou à ses rapports financiers intermédiaires et au rapport de gestion correspondant, ou aux deux jeux de documents. S'il fournit l'accès électronique à ses états financiers annuels et au rapport de gestion correspondant uniquement, les obligations de transmission actuelles ne visent que ses rapports financiers intermédiaires et le rapport de gestion correspondant, et vice versa.

7. *Coordonnées*

De nouvelles indications viennent également préciser que l'émetteur assujéti qui donne les coordonnées d'un personne-ressource dans son communiqué, dans ses documents reliés aux procurations ou dans l'avis ainsi que sur son site Web, s'il y a lieu, afin que les investisseurs puissent demander un exemplaire de ses documents d'information continue

-6-

est invité à y inclure une adresse postale, une adresse électronique, un numéro de téléphone de même que toute autre information jugée utile pour communiquer avec lui.

8. *Instructions permanentes*

Des indications ont été ajoutées afin de souligner que le fait pour l'émetteur de fournir l'accès électronique à ses documents d'information continue n'annule pas les instructions permanentes d'un propriétaire véritable concernant la transmission des exemplaires électroniques ou imprimés des documents en vertu du Règlement 54-101.

Nous proposons maintenant d'apporter des modifications au Règlement 54-101 selon lesquelles les émetteurs se prévalant du modèle d'accès proposé doivent envoyer aux propriétaires véritables de leurs titres le document distinct susmentionné avec les documents reliés aux procurations ou, si l'émetteur utilise les procédures de notification et d'accès, avec l'avis.

Puisque nous estimons qu'il s'agit de changements importants, nous publions les projets de modification des règlements et des instructions générales pour une nouvelle période de consultation.

Nous avons également décidé qu'il n'était pas opportun de mettre en œuvre le modèle d'accès proposé en ce qui concerne les émetteurs inscrits auprès de la SEC et les émetteurs étrangers visés, comme nous l'envisagions dans le projet initial. Le *Règlement 71-102 sur les dispenses en matière d'information continue et autres dispenses en faveur des émetteurs étrangers* prévoit déjà des dispenses de la plupart des obligations découlant du Règlement 51-102 à condition que l'émetteur se conforme aux règles d'information continue de la SEC ou d'un territoire étranger visé. À l'issue de l'examen des modifications importantes que nous souhaitons apporter au modèle d'accès proposé, qui ne pouvaient pas se prêter aux émetteurs étrangers, nous croyons que ces changements n'ont plus leur place dans ce règlement.

Modifications corrélatives

Nous proposons de modifier le Règlement 54-101 afin de clarifier l'interaction entre les obligations actuelles et le modèle d'accès proposé.

Points d'intérêt local

Une annexe au présent avis est publiée dans tout territoire intéressé où des modifications sont apportées à la législation en valeurs mobilières locale, notamment à des avis ou à d'autres documents de politique locaux. Cette annexe contient également toute autre information qui ne se rapporte qu'au territoire intéressé.

Consultation

Nous invitons les intervenants à formuler des commentaires sur les projets de modification des règlements et des instructions générales de même qu'à répondre à la question suivante :

1. Selon le modèle d'accès proposé, l'émetteur ayant déposé un document d'information continue au moyen de SEDAR+ doit, le même jour, publier et déposer un communiqué de la même façon et, s'il possède un site Web, y afficher le document. Prévoyez-vous des

-7-

problèmes d'ordre pratique à suivre ces étapes le même jour? Veuillez motiver votre réponse.

Les intéressés sont invités à présenter leurs commentaires par écrit au plus tard le **17 février 2025**. Veuillez les transmettre par courriel en format Microsoft Word.

Veuillez adresser vos commentaires aux membres des ACVM suivants :

British Columbia Securities Commission
Alberta Securities Commission
Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan
Commission des valeurs mobilières du Manitoba
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
Autorité des marchés financiers
Commission des services financiers et des services aux consommateurs du Nouveau-Brunswick
Superintendent of Securities, Île-du-Prince-Édouard
Nova Scotia Securities Commission
Superintendent of Securities, Terre-Neuve-et-Labrador
Surintendant des valeurs mobilières, Yukon
Surintendant des valeurs mobilières, Territoires du Nord-Ouest
Surintendant des valeurs mobilières, Nunavut

Veuillez n'envoyer vos commentaires qu'aux adresses suivantes. Ils seront distribués aux autres membres des ACVM.

M^e Philippe Lebel
Secrétaire et directeur général des affaires juridiques
Autorité des marchés financiers
Place de la Cité, tour PwC
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Télécopieur : 514 864-8381
Courriel : consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

The Secretary
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
20 Queen Street West
22nd Floor
Toronto (Ontario) M5H 3S8
Télécopieur : 416 593-2318
Courriel : comments@osc.gov.on.ca

Nous ne pouvons préserver la confidentialité des commentaires parce que la législation en valeurs mobilières de certaines provinces exige la publication des commentaires écrits reçus pendant la période de consultation. Tous les commentaires seront affichés sur le site Web de l'Alberta Securities Commission au www.asc.ca, sur celui de l'Autorité des marchés financiers au www.lautorite.qc.ca et sur celui de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario au www.osc.ca. Nous invitons donc les intervenants à ne pas inclure de renseignements personnels directement dans les commentaires à publier. Il importe de préciser en quel nom le mémoire est présenté.

-8-

Contenu des annexes

- Annexe A : Liste des intervenants et Résumé des commentaires et réponses des ACVM

Questions

Veillez adresser vos questions à l'une des personnes suivantes :

Autorité des marchés financiers

Michel Bourque
 Directeur de l'encadrement réglementaire
 514 395-0337, poste 4466
michel.bourque@lautorite.qc.ca

Diana D'Amata
 Avocate, Direction des affaires juridiques
 514 395-0337, poste 4386
diana.damata@lautorite.qc.ca

Kristina Beauclair
 Analyste experte à la réglementation
 Direction de l'encadrement réglementaire
 514 395-0337, ext. 4397
kristina.beauclair@lautorite.qc.ca

British Columbia Securities Commission

Noreen Bent
 Chief, Corporate Finance Legal Services
 604 899-6741
nbent@bcsc.bc.ca

Ken Chow
 Senior Legal Counsel, Corporate Finance
 Legal Services
 604 899-6968
kchow@bcsc.bc.ca

Alberta Securities Commission

Tracy Clark
 Senior Legal Counsel, Corporate Finance
 403 355-4424
tracy.clark@asc.ca

Mikale White
 Senior Legal Counsel, Corporate Finance
 403 355-4344
mikale.white@asc.ca

Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan

Heather Kuchuran
 Director, Corporate Finance, Securities Division
 306 787-1009
heather.kuchuran@gov.sk.ca

Commission des valeurs mobilières du Manitoba

Patrick Weeks
 Deputy Director, Corporate Finance
 204 945-3326
patrick.weeks@gov.mb.ca

-9-

Commission des valeurs mobilières de l'Ontario

Erin O'Donovan
Manager, Corporate Finance
416 204-8973
eodonovan@osc.gov.on.ca

Alexandra Melo
Senior Legal Counsel, Corporate Finance
416 263-7695
amelo@osc.gov.on.ca

Commission des services financiers et des services aux consommateurs, Nouveau-Brunswick

Ray Burke
Directeur, Financement des sociétés
506 643-7435
ray.burke@fcnb.ca

Moira Goodfellow
Conseillère juridique principale
506 444-2575
moira.goodfellow@fcnb.ca

Nova Scotia Securities Commission

Peter Lamey
Legal Analyst
902 424-7630
Peter.Lamey@novascotia.ca

ANNEXE A**LISTE DES INTERVENANTS**

1. Anatole Feldman
2. Arthur Ross
3. Association canadienne du commerce des valeurs mobilières
4. Association des actionnaires pour la recherche et l'éducation
5. Association des banquiers canadiens
6. Bev Kennedy
7. Broadridge Investor Communications Corporation
8. CFA Societies Canada – Canadian Advocacy Council
9. Chris Robinson
10. Coalition canadienne pour une bonne gouvernance
11. David M. Fieldstone
12. Davies Ward Phillips & Vineberg S.E.N.C.R.L., s.r.l.
13. Enbridge Inc.
14. FAIR Canada
15. Fidelity Investments Canada s.r.l.
16. Groupe consultatif des investisseurs de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
17. Harold Geller, Harvey Naglie, Don Mercer, Edward Waitzer
18. Institut canadien des relations avec les investisseurs
19. Kenmar Associates
20. Norton Rose Fulbright Canada S.E.N.C.R.L., s.r.l.
21. Nutrien Ltd.
22. Peter Whitehouse
23. Rick Price
24. Ruth Elliott
25. Securities Transfer Association of Canada
26. Stikeman Elliott S.E.N.C.R.L., s.r.l.
27. Stan Gourley
28. Torys S.E.N.C.R.L.
29. TSX Inc. et Bourse de croissance TSX Inc.

-2-

RÉSUMÉ DES COMMENTAIRES ET RÉPONSES DES ACVM

Objet	Résumé des commentaires	Réponses des ACVM
Appui au projet initial	<p>Quatorze intervenants sont généralement favorables à la mise en œuvre du projet initial sur le marché canadien. Ils soulignent qu'un certain nombre d'avantages pourraient en découler, notamment les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pour les émetteurs, la réduction du fardeau réglementaire ainsi que des frais d'impression et d'envoi postal, sans compromettre la protection des investisseurs; • la modernisation de la façon dont les documents sont mis à la disposition des investisseurs; • la promotion d'un mode plus écologique de communication de l'information aux investisseurs; • la reconnaissance que la technologie de l'information constitue un outil important de communication avec les investisseurs; • la possibilité, pour les investisseurs qui le souhaitent, de continuer à recevoir des exemplaires imprimés des documents; • la consultation plus efficace des documents en format électronique qu'en version imprimée. <p>De ce nombre, la moitié estime que le projet initial peut comporter certaines limites, notamment qu'il :</p> <ul style="list-style-type: none"> • ne prévoit aucune notification de disponibilité ou de transmission effective d'un document d'information; • repose sur SEDAR en ce qui a trait à l'accès aux documents importants des sociétés malgré son manque de convivialité et son usage peu répandu chez les investisseurs individuels; • entre potentiellement en conflit avec des obligations imposées par le droit des 	<p>Nous remercions les intervenants de nous avoir fait part de leurs opinions. Puisque nous avons publié, le 11 janvier 2024, les modifications définitives mettant en œuvre un modèle d'accès à l'égard des prospectus, y compris nos réponses aux commentaires relatifs à cette initiative, nos réponses ci-dessous ne concernent que les commentaires liés au modèle d'accès proposé pour les documents d'information continue.</p> <p>Nous reconnaissons les possibles limites du projet initial qui sont mentionnées quant aux documents d'information continue. Compte tenu de ces commentaires et de notre analyse en cours, nous proposons d'y apporter des changements importants.</p>

-3-

Objet	Résumé des commentaires	Réponses des ACVM
	<p>valeurs mobilières et par d'autres législations;</p> <ul style="list-style-type: none"> • exige que les investisseurs prennent la peine d'accéder à l'information au sujet des émetteurs, notamment qu'ils consultent les communiqués de certains spécifiquement. 	<p>Les projets de modification des règlements et des instructions générales améliorent le projet initial en ce qui a trait aux documents d'information continue pour répondre aux préoccupations des investisseurs, notamment son incidence négative éventuelle sur les investisseurs individuels. En particulier, nous proposons la mise en place d'obligations exigeant des émetteurs qu'ils publient l'information pertinente de la façon et aux moments qui suivent : dans un communiqué avant de commencer à utiliser le modèle d'accès proposé, dans un document distinct envoyé chaque année aux investisseurs, sur leur site Web (s'il en possède un), dans des communiqués déposés et dans un communiqué avant de cesser à utiliser le modèle d'accès proposé.</p> <p>Le 3 décembre 2023, les ACVM ont mis en place une fonctionnalité dans SEDAR+ permettant à quiconque (l'abonné) de s'abonner aux notifications par courriel afin d'être avisé du dépôt, au moyen du système, d'un document d'information continue par un émetteur. L'abonné peut choisir de recevoir les notifications pour plusieurs émetteurs. Les</p>

-4-

Objet	Résumé des commentaires	Réponses des ACVM
		<p>notifications par courriel seront envoyées tant que l'abonné ne change pas ses préférences d'abonnement. Les courriels contiennent un lien direct vers le document d'information continue pertinent. À notre avis, cette fonctionnalité de notification de SEDAR+ permet aux investisseurs d'être avisés du dépôt d'un document d'information continue en temps opportun.</p> <p>Nous estimons qu'il y a lieu de mettre en œuvre le modèle d'accès proposé en ce qu'il s'accorde avec l'évolution générale de nos marchés des capitaux et qu'il consacre l'usage de plus en plus répandu, chez les investisseurs, des moyens électroniques pour accéder à l'information et la consommer.</p>
Rejet du projet initial	<p>Quatorze intervenants ne sont généralement pas en faveur du projet initial sur le marché canadien, plus particulièrement pour les documents d'information continue. Ils ajoutent qu'il comporte certaines limites, notamment qu'il :</p> <ul style="list-style-type: none"> • ne prévoit aucune notification de disponibilité ou de transmission effective d'un document d'information; • repose sur SEDAR en ce qui a trait à l'accès aux documents importants des sociétés malgré que ce système soit méconnu ou incompris des investisseurs individuels; 	<p>Nous remercions les intervenants de nous avoir fait part de leurs opinions.</p> <p>Nous prenons acte des points de vue opposés à la mise en œuvre du projet initial relativement aux documents d'information continue. Comme il a été mentionné ci-dessus, les projets de modification des règlements et des instructions générales améliorent le projet initial en ce qui a trait aux documents</p>

-5-

Objet	Résumé des commentaires	Réponses des ACVM
	<ul style="list-style-type: none"> • ne favorise pas une communication efficace et opportune avec les investisseurs; • transfère le fardeau de la transmission sur les investisseurs en exigeant d'eux qu'ils prennent des mesures pour obtenir l'information; • requiert l'utilisation de la technologie de l'information, rendant ainsi l'accès à l'information vulnérable aux défaillances; • a une incidence négative sur l'engagement des investisseurs, surtout les investisseurs individuels; • ne réduit pas significativement les coûts pour les émetteurs et pourraient même les augmenter pour la plupart d'entre eux; • crée de la confusion chez les investisseurs, qui recevraient des notifications personnelles pour certains de leurs placements et devraient faire des recherches pour d'autres. <p>Dix de ces intervenants reconnaissent que le projet initial comporte des avantages potentiels, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la possibilité, pour les investisseurs qui le souhaitent, de recevoir des exemplaires imprimés des documents; • la réduction du fardeau informationnel ainsi que des frais d'impression et d'envoi postal qu'engagent les émetteurs; • la promotion d'un mode de communication de l'information aux investisseurs plus économique, rapide et écologique; • la consultation plus efficace des documents en format électronique qu'en version imprimée. 	<p>d'information continue du point de vue de l'investisseur. À cette fin, nous instaurons des obligations d'information qui visent à répondre à la principale préoccupation exprimée par les intervenants dans ce contexte, à savoir l'absence de notification de disponibilité ou de transmission effective d'un document d'information continue.</p> <p>La fonctionnalité de notification de SEDAR+ permet aux investisseurs d'être avisés du dépôt d'un document d'information continue d'un émetteur en temps opportun. De plus, nous proposons des obligations d'informer les investisseurs de la façon d'accéder aux documents d'information par voie électronique, de l'existence de la fonctionnalité, de la façon d'obtenir un exemplaire d'un document d'information continue et de la possibilité de donner des instructions permanentes. Comme il est indiqué ci-dessus, cette information doit être fournie dans un communiqué avant que l'émetteur commence à utiliser le modèle d'accès proposé, dans un document distinct envoyé chaque année aux investisseurs, sur son site Web (s'il en possède un), dans des communiqués qu'il</p>

-6-

Objet	Résumé des commentaires	Réponses des ACVM
		<p>dépose et dans un communiqué avant qu'il cesse d'utiliser le modèle d'accès proposé.</p> <p>Nous souhaitons rappeler aux intervenants que les investisseurs peuvent demander à recevoir des exemplaires électroniques ou imprimés des documents, ou donner des instructions permanentes à leurs intermédiaires, selon leurs préférences.</p>
Mise en œuvre du projet initial pour les documents d'information continue	<ul style="list-style-type: none"> • Trois intervenants remettent en question le point de vue des ACVM selon lequel les investisseurs individuels « connaissent généralement » les délais de dépôt, particulièrement à l'égard des sociétés constituées dans plus d'un territoire, des émetteurs étrangers et d'un vaste éventail de sociétés dont les dates de fin de trimestre et d'exercice diffèrent. 	<p>Nous remercions les intervenants de leurs commentaires.</p> <p>Se reporter à la réponse ci-dessus, qui explique que la fonctionnalité de notification de SEDAR+ permet à quiconque s'y abonne de recevoir des notifications par courriel lorsqu'un émetteur dépose un document d'information continue. Nous rappelons aux investisseurs qu'ils peuvent en tout temps donner des instructions permanentes, selon leurs préférences.</p>
Projet initial – Communiqué	<ul style="list-style-type: none"> • Treize intervenants s'opposent à l'utilisation d'un communiqué pour informer les investisseurs que le document est disponible par voie électronique, cette façon de faire n'étant pas, selon eux, suffisante ou appropriée pour aviser les investisseurs individuels. • Neuf intervenants conviennent qu'un communiqué est suffisant et approprié pour aviser les investisseurs de la 	<p>Nous remercions les intervenants de nous avoir fait part de leurs opinions.</p> <p>Nous tenons à préciser que les communiqués servent à informer les parties prenantes sur les activités de l'émetteur, par exemple un changement</p>

-7-

Objet	Résumé des commentaires	Réponses des ACVM
	<p>disponibilité du document par voie électronique, et que cette obligation n'est ni particulièrement contraignante ni indûment coûteuse pour les émetteurs.</p> <ul style="list-style-type: none"> De leur côté, trois intervenants affirment que, si l'obligation de dépôt d'un communiqué est maintenue dans le cadre du projet initial, les émetteurs devraient pouvoir publier et déposer un communiqué annonçant la disponibilité d'un document <i>avant</i> la date de son dépôt au moyen de SEDAR, et préciser de façon prospective la date à laquelle il serait déposé, ou le délai dans lequel il le serait. Un communiqué distinct pourrait être publié afin d'informer le marché advenant le cas où l'émetteur n'est pas en mesure d'effectuer le dépôt du document au plus tard à la date prévue. Deux intervenants indiquent que les émetteurs devraient pouvoir utiliser d'autres formes de notification directe des souscripteurs. 	<p>important dans les affaires d'un émetteur assujetti. Nous sommes toujours d'avis que cette façon de faire est suffisante et appropriée pour informer les investisseurs de la disponibilité d'un document au moyen de SEDAR+.</p> <p>Outre le communiqué requis conformément au modèle d'accès proposé, les émetteurs peuvent utiliser d'autres formes de notification directe des investisseurs.</p> <p>De plus, les émetteurs qui donnent accès à leurs documents d'information continue devront fournir aux investisseurs de l'information sur la fonctionnalité de notification de SEDAR+ dans un document distinct qu'ils leur enverront chaque année et qui sera publié sur leur site Web (s'ils en possèdent un). Les investisseurs qui s'abonnent aux notifications de dépôt de documents d'information continue d'un émetteur recevront un courriel renfermant un lien vers le document lorsque l'émetteur en déposera un au moyen de SEDAR+.</p>
Projet initial – SEDAR	<ul style="list-style-type: none"> Douze intervenants avancent que le projet initial ne devrait pas être mis en œuvre avant que la nouvelle plateforme SEDAR+ ait été lancée et utilisée par les investisseurs. 	<p>Nous tenons à souligner que SEDAR+ a été lancé le 25 juillet 2023. Comme il est mentionné ci-dessus, la fonction de notification de SEDAR+</p>

-8-

Objet	Résumé des commentaires	Réponses des ACVM
	<ul style="list-style-type: none"> • Neuf intervenants estiment que la nouvelle plateforme SEDAR+ devrait comporter une caractéristique permettant aux investisseurs de s'abonner à des notifications poussées les avisant du dépôt de documents et/ou de les recevoir directement. • Quatre intervenants proposent l'ajout d'un hyperlien direct vers le dossier d'information de l'émetteur et d'autres caractéristiques permettant d'extraire de l'information de SEDAR+ et de la réorganiser en vue de sa transmission électronique aux investisseurs. 	<p>permet à quiconque le souhaite de s'abonner pour recevoir des notifications par courriel du dépôt de documents d'information continue au moyen de SEDAR+ par un émetteur. Le courriel en question renferme un lien vers le document d'information continue concerné.</p>
Projet initial – Exemple électronique ou imprimé	<ul style="list-style-type: none"> • Trois intervenants font valoir que le projet initial devrait simplifier le processus de demande d'exemplaires imprimés ainsi que la fourniture et la modification d'instructions permanentes. Deux intervenants recommandent par ailleurs de faire respecter les délais pour l'envoi postal. 	<p>Nous prenons acte de ces commentaires, et proposons des obligations d'information expliquant la façon d'obtenir un exemplaire des documents d'information continue et mentionnant que des instructions permanentes peuvent être fournies en tout temps.</p>
Autre solution	<ul style="list-style-type: none"> • Quatorze intervenants proposent d'obliger les émetteurs à recourir à la transmission électronique (ou à des « notifications poussées ») pour aviser les investisseurs de la disponibilité de documents et à les transmettre par courriel ou au moyen d'un hyperlien direct ou d'un code QR, avec la possibilité de les télécharger et de les imprimer. • Douze intervenants affirment que les émetteurs devraient être tenus d'avoir un site Web (ou un compte de médias sociaux) qui héberge un exemplaire électronique du document et offre la possibilité aux investisseurs de recevoir des alertes. Deux intervenants plaident pour une certaine normalisation de 	<p>Nous signalons que les émetteurs peuvent envoyer des notifications poussées ou des alertes, ou encore afficher les documents sur leur site Web, selon ce qu'ils jugent approprié. Comme il est mentionné ci-dessus, la fonctionnalité de notification de SEDAR+ est désormais disponible.</p> <p>En outre, nous proposons que les émetteurs qui possèdent un site Web y versent leurs documents d'information continue et</p>

-9-

Objet	Résumé des commentaires	Réponses des ACVM
	<p>l'emplacement, de la présentation et de la conservation des documents sur le site Web des émetteurs.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Selon quatre intervenants, les investisseurs devraient pouvoir accéder à l'information de la façon dont ils le souhaitent, notamment au moyen de SEDAR et/ou du site Web de l'émetteur, de la distribution par courriel ou de la transmission sur support papier, et le modèle d'accès proposé devrait être optionnel pour les émetteurs et les investisseurs. • Deux intervenants estiment que les ACVM devraient se pencher sur l'opportunité d'utiliser les plateformes Internet des courtiers par l'intermédiaire desquelles bon nombre d'investisseurs individuels accèdent déjà à de l'information en guise de notification et de transmission électronique. 	<p>informent les investisseurs de la façon d'y accéder par voie électronique, de la disponibilité de la fonctionnalité de notification de SEDAR+, de la façon d'obtenir un exemplaire des documents et de la possibilité de fournir des instructions permanentes. Nous donnons également des indications sur la durée pendant laquelle les documents d'information continue devraient demeurer sur le site Web d'un émetteur.</p> <p>Nous souhaitons par ailleurs rappeler aux intervenants que le modèle d'accès proposé n'est pas obligatoire; il s'agit d'une option offerte aux émetteurs. Comme il a été précisé ci-dessus, les investisseurs peuvent faire la demande d'exemplaires électroniques ou imprimés des documents d'information continue ou donner des instructions permanentes à leurs intermédiaires, selon leurs préférences.</p>
<p>Mise en œuvre du projet initial à l'égard d'autres types de documents</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Deux intervenants s'opposent à la mise en œuvre du projet initial pour les documents reliés aux procurations ainsi que les notes d'information relatives aux offres publiques d'achat ou de rachat. Deux intervenants font valoir que l'application du projet initial à des documents qui nécessitent une réponse rapide soulève des 	<p>Nous prenons acte de ces commentaires, et convenons qu'il n'est pas approprié pour le moment d'appliquer le modèle d'accès proposé aux documents reliés aux procurations ainsi qu'aux notes d'information</p>

-10-

Objet	Résumé des commentaires	Réponses des ACVM
	<p>préoccupations en matière de protection des investisseurs, à tout le moins jusqu'à ce que le modèle d'accès soit bien compris des investisseurs et que l'accessibilité des systèmes soit améliorée.</p> <ul style="list-style-type: none"> Deux intervenants sont d'accord avec la mise en œuvre du projet initial pour la notice annuelle, surtout compte tenu du projet de modification du <i>Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue</i> visant à regrouper le rapport de gestion établi conformément à l'Annexe 51-102A1 et la notice annuelle établie conformément à l'Annexe 51-102A2 en un seul document (la « déclaration d'information annuelle »). 	<p>relatives aux offres publiques d'achat ou de rachat.</p> <p>Le modèle d'accès proposé s'appliquerait à la déclaration d'information annuelle, advenant son adoption.</p>
Autres commentaires	<ul style="list-style-type: none"> Sept intervenants font valoir que les investisseurs devraient être sensibilisés à l'importance des documents d'information, au projet initial, à l'apprentissage des rouages de SEDAR (et, finalement, de SEDAR+) et à la façon d'accéder à ces documents. Six intervenants conviennent que le projet initial ne devrait pas être appliqué aux émetteurs assujettis qui sont des fonds d'investissement. Quatre intervenants proposent que le projet initial fasse l'objet d'un essai pendant un certain temps (pouvant varier entre 6 et 12 mois) afin d'y apporter des ajustements en fonction de l'expérience des investisseurs. Quatre intervenants estiment que le projet initial devrait être adopté dès sa finalisation. 	<p>Nous remercions les intervenants de nous avoir fait part de leurs opinions. Certains de ces commentaires ont été communiqués à nos collègues des ACVM responsables d'autres initiatives, puisqu'ils concernent ces projets, notamment ceux qui ont trait aux fonds d'investissement.</p> <p>Les ACVM entendent suivre de près la façon dont le modèle d'accès est utilisé, et y apporteront les ajustements qu'elles jugent justifiés, le cas échéant.</p> <p>Nous sommes conscients que des émetteurs pourraient devoir continuer à se conformer à certaines obligations de</p>

-11-

Objet	Résumé des commentaires	Réponses des ACVM
	<ul style="list-style-type: none"> • Deux intervenants avancent qu'il serait davantage approprié d'adopter une approche harmonisée à l'échelle des ACVM en ce qui a trait au projet initial. • Deux intervenants incitent les ACVM à prendre en considération la compatibilité du régime avec les obligations de transmission actuellement imposées par les diverses dispositions de lois sur les valeurs mobilières et sur les sociétés, et d'échanger avec les autorités de réglementation des sociétés afin de relever et de corriger toute incohérence ou inefficience susceptible de résulter de l'adoption du projet initial. • Deux intervenants estiment que pour l'émetteur moyen, les coûts du recours au projet initial excéderaient les économies, ce qui les dissuaderait d'utiliser le modèle d'accès. En revanche, ils sont d'avis que la transmission numérique permettrait à presque toutes les sociétés de réaliser des économies. 	<p>transmission prévues par le droit des sociétés ainsi qu'à d'autres obligations applicables auxquelles ils peuvent être soumis. Nous ne considérons toutefois pas ces limites possibles comme des obstacles à l'introduction du modèle d'accès proposé en vertu de la législation en valeurs mobilières.</p> <p>En raison des données limitées disponibles, il est difficile de quantifier tous les coûts et les avantages du modèle d'accès. Mais comme nous l'avons vu plus haut, ce dernier n'est pas obligatoire; il s'agit d'une option offerte aux émetteurs.</p>

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 51-102 SUR LES OBLIGATIONS D'INFORMATION CONTINUE

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 2°, 3°, 4.1°, 8°, 11° et 20°)

1. Le Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue (chapitre V-1.1, r. 24) est modifié par l'insertion, après l'article 4.5, des suivants :

« 4.5.1. Accès électronique aux états financiers annuels

1) Les paragraphes 2 et 3 ne s'appliquent pas à l'émetteur assujéti qui se conforme au paragraphe 1 ou 5 de l'article 4.6.

2) L'émetteur assujéti qui, pendant la période comptable précédente, s'est conformé au paragraphe 1 ou 5 de l'article 4.6 publie et dépose, au moins 25 jours avant la publication et le dépôt de celui visé au paragraphe 3, un communiqué remplissant les conditions suivantes :

a) il indique, dans son titre, que les états financiers annuels et le rapport de gestion correspondant seront accessibles au moyen de SEDAR+;

b) il comporte une mention semblable à la suivante pour l'essentiel :

« Accès électronique aux documents

Les états financiers annuels et le rapport de gestion annuel de [insérer le nom de l'émetteur assujéti] seront accessibles électroniquement au moyen de SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.com, site officiel pour accéder à l'information et aux documents publics déposés par les émetteurs auprès des autorités en valeurs mobilières du Canada.

Notifications de SEDAR+

SEDAR+ permet à toute personne de s'abonner aux notifications par courriel afin d'être avisée du dépôt des états financiers et des rapports de gestion d'un émetteur assujéti. La notification inclut un lien direct vers ceux-ci. Les porteurs de titres de [insérer le nom de l'émetteur assujéti] qui souhaitent recevoir ces notifications peuvent s'abonner ici : [insérer un lien menant les lecteurs vers la page d'abonnement aux notifications par courriel].

Obtention d'un exemplaire des documents

En outre, tout porteur de titres de [insérer le nom de l'émetteur assujéti] peut obtenir gratuitement un exemplaire électronique ou imprimé des états financiers annuels et du rapport de gestion annuel auprès de [insérer les coordonnées de l'émetteur assujéti], personne-ressource chez l'émetteur, en lui fournissant une adresse électronique ou postale, selon le cas.

Instructions permanentes

Tout porteur de titres de [insérer le nom de l'émetteur assujéti] ayant donné des instructions permanentes concernant la transmission d'exemplaires électroniques ou imprimés des documents conformément à la législation en valeurs mobilières continuera de les recevoir suivant ces instructions, tant qu'elles ne sont pas modifiées. ».

3) Le jour du dépôt, au moyen de SEDAR+, de ses états financiers annuels et du rapport de gestion correspondant conformément aux articles 4.1 et 5.1, l'émetteur assujéti publie et dépose au moyen de SEDAR+ un communiqué remplissant les conditions suivantes :

a) il indique, dans son titre, que les états financiers annuels et le rapport de gestion correspondant sont accessibles au moyen de SEDAR+;

b) il comporte une mention semblable à la suivante pour l'essentiel :

« Accès électronique aux documents

Les états financiers annuels et le rapport de gestion annuel de [insérer le nom de l'émetteur assujéti] sont accessibles électroniquement au moyen de SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.com, site officiel pour accéder à l'information et aux documents publics déposés par les émetteurs auprès des autorités en valeurs mobilières du Canada.

Notifications de SEDAR+

SEDAR+ permet à toute personne de s'abonner aux notifications par courriel afin d'être avisée du dépôt des états financiers et des rapports de gestion d'un émetteur assujéti. La notification inclut un lien direct vers ceux-ci. Les porteurs de titres de [insérer le nom de l'émetteur assujéti] qui souhaitent recevoir ces notifications peuvent s'abonner ici : [insérer un lien menant les lecteurs vers la page d'abonnement aux notifications par courriel].

Obtention d'un exemplaire des documents

En outre, tout porteur de titres de [insérer le nom de l'émetteur assujéti] peut obtenir gratuitement un exemplaire électronique ou imprimé des états financiers annuels et du rapport de gestion annuel auprès de [insérer les coordonnées de l'émetteur assujéti], personne-ressource chez l'émetteur, en lui fournissant une adresse électronique ou postale, selon le cas.

Instructions permanentes

Tout porteur de titres de [insérer le nom de l'émetteur assujéti] ayant donné des instructions permanentes concernant la transmission d'exemplaires électroniques ou imprimés des documents conformément à la législation en valeurs mobilières continuera de les recevoir suivant ces instructions, tant qu'elles ne sont pas modifiées. ».

« 4.5.2. Accès électronique au rapport financier intermédiaire

1) Les paragraphes 2 et 3 ne s'appliquent pas à l'émetteur assujéti qui se conforme au paragraphe 1 de l'article 4.6.

2) L'émetteur assujéti qui, pendant la période comptable précédente, s'est conformé au paragraphe 1 de l'article 4.6 publie et dépose, au moins 25 jours avant la publication et le dépôt de celui visé au paragraphe 3, un communiqué remplissant les conditions suivantes :

a) il indique, dans son titre, que les rapports financiers intermédiaires et les rapports de gestion correspondants seront accessibles au moyen de SEDAR+;

b) il comporte une mention semblable à la suivante pour l'essentiel :

« Accès électronique aux documents »

Les rapports financiers intermédiaires et les rapports de gestion intermédiaires de [insérer le nom de l'émetteur assujetti] seront accessibles électroniquement au moyen de SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.com, site officiel pour accéder à l'information et aux documents publics déposés par les émetteurs auprès des autorités en valeurs mobilières du Canada.

Notifications de SEDAR+

SEDAR+ permet à toute personne de s'abonner aux notifications par courriel afin d'être avisée du dépôt des états financiers et des rapports de gestion d'un émetteur assujetti. La notification inclut un lien direct vers ceux-ci. Les porteurs de titres de [insérer le nom de l'émetteur assujetti] qui souhaitent recevoir ces notifications peuvent s'abonner ici : [insérer un lien menant les lecteurs vers la page d'abonnement aux notifications par courriel].

Obtention d'un exemplaire des documents

En outre, tout porteur de titres de [insérer le nom de l'émetteur assujetti] peut obtenir gratuitement un exemplaire électronique ou imprimé des rapports financiers intermédiaires et des rapports de gestion intermédiaires auprès de [insérer les coordonnées de l'émetteur assujetti], personne-ressource chez l'émetteur, en lui fournissant une adresse électronique ou postale, selon le cas.

Instructions permanentes

Tout porteur de titres de [insérer le nom de l'émetteur assujetti] ayant donné des instructions permanentes concernant la transmission d'exemplaires électroniques ou imprimés des documents conformément à la législation en valeurs mobilières continuera de les recevoir suivant ces instructions, tant qu'elles ne sont pas modifiées. ».

3) Le jour du dépôt, au moyen de SEDAR+, de son rapport financier intermédiaire et du rapport de gestion correspondant conformément aux articles 4.3 et 5.1, l'émetteur assujetti publie et dépose au moyen de SEDAR+ un communiqué remplissant les conditions suivantes :

- a) il indique, dans son titre, que le rapport financier intermédiaire et le rapport de gestion correspondant sont accessibles au moyen de SEDAR+;
- b) il comporte une mention semblable à la suivante pour l'essentiel :

« Accès électronique aux documents »

Le rapport financier intermédiaire et le rapport de gestion intermédiaire de [insérer le nom de l'émetteur assujetti] sont accessibles électroniquement au moyen de SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.com, site officiel pour accéder à l'information et aux documents publics déposés par les émetteurs auprès des autorités en valeurs mobilières du Canada.

Notifications de SEDAR+

SEDAR+ permet à toute personne de s'abonner aux notifications par courriel afin d'être avisée du dépôt des états financiers et des rapports de gestion d'un émetteur assujetti. La notification inclut un lien direct vers ceux-ci. Les porteurs de titres de [insérer le nom de l'émetteur assujetti] qui souhaitent recevoir ces notifications peuvent s'abonner ici : [insérer un lien menant les lecteurs vers la page d'abonnement aux notifications par courriel].

Obtention d'un exemplaire des documents

En outre, tout porteur de titres de [insérer le nom de l'émetteur assujetti] peut obtenir gratuitement un exemplaire électronique ou imprimé du rapport financier intermédiaire et du rapport de gestion intermédiaire auprès de [insérer les coordonnées de l'émetteur assujetti], personne-ressource chez l'émetteur, en lui fournissant une adresse électronique ou postale, selon le cas.

Instructions permanentes

Tout porteur de titres de [insérer le nom de l'émetteur assujetti] ayant donné des instructions permanentes concernant la transmission d'exemplaires électroniques ou imprimés des documents conformément à la législation en valeurs mobilières continuera de les recevoir suivant ces instructions, tant qu'elles ne sont pas modifiées. ».

« 4.5.3. Envoi d'un document distinct

L'émetteur assujetti qui est tenu de se conformer au paragraphe 3 de l'article 4.5.1 ou 4.5.2 joint aux documents reliés aux procurations visés à l'article 9.1 du présent règlement ou à l'article 2.7 du Règlement 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujetti (chapitre V-1.1, r. 29), ou à l'avis visé à l'article 9.1.1 du présent règlement ou à l'article 2.7.1 du Règlement 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujetti, un document distinct en format lettre présenté sur une feuille dont la couleur diffère de celle des documents reliés aux procurations ou de l'avis, dont la police et la taille sont lisibles, et qui comporte une mention semblable à la suivante pour l'essentiel :

« Avis important : accès aux documents financiers

Accès électronique aux documents

[Insérer le nom de l'émetteur assujetti] dépose ses états financiers, ses rapports de gestion ainsi que ses autres documents d'information continue au moyen de SEDAR+, site officiel pour accéder à l'information et aux documents publics déposés par les émetteurs auprès des autorités en valeurs mobilières du Canada, et publie et dépose ensuite un communiqué annonçant la disponibilité de certains documents. Une fois ce dernier déposé, ses états financiers et ses rapports de gestion sont accessibles électroniquement au moyen de SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.com.

Ainsi, [insérer le nom de l'émetteur assujetti] a mis fin aux mesures suivantes :

i) envoyer annuellement aux porteurs inscrits et aux propriétaires véritables de ses titres, à l'exception des titres de créance, un formulaire leur permettant de demander un exemplaire de ses états financiers et de son rapport de gestion;

ii) à moins qu'ils lui en fassent la demande comme indiqué ci-après, envoyer annuellement aux porteurs inscrits et aux propriétaires véritables de ses titres, à l'exception des titres de créance, des exemplaires de ses états financiers et de son rapport de gestion.

Notifications de SEDAR+

SEDAR+ permet à toute personne de s'abonner aux notifications par courriel afin d'être avisée du dépôt des états financiers et des rapports de gestion d'un émetteur assujetti. La notification inclut un lien direct vers ceux-ci. Quiconque souhaite recevoir ces notifications relativement à [insérer le nom de l'émetteur assujetti] peut s'abonner ici : [insérer un lien menant les lecteurs vers la page d'abonnement aux notifications par courriel].

Obtention d'un exemplaire des documents

En outre, tout porteur de titres de [insérer le nom de l'émetteur assujetti] peut obtenir gratuitement un exemplaire électronique ou imprimé des états financiers et du rapport de gestion auprès de [insérer les coordonnées de l'émetteur assujetti], personne-ressource chez l'émetteur, en lui fournissant une adresse électronique ou postale, selon le cas.

Instructions permanentes

Tout porteur de titres de [insérer le nom de l'émetteur assujetti] ayant donné des instructions permanentes concernant la transmission d'exemplaires électroniques ou imprimés des documents conformément à la législation en valeurs mobilières continuera de les recevoir suivant ces instructions, tant qu'elles ne sont pas modifiées. ».

« 4.5.4. Affichage des états financiers sur le site Web de l'émetteur assujetti

L'émetteur assujetti qui est tenu de se conformer à l'article 4.5.1 ou 4.5.2 prend, s'il possède un site Web, les mesures suivantes :

a) le jour de la publication et du dépôt du communiqué visé au paragraphe 3 de l'article 4.5.1 ou 4.5.2, il affiche sur son site Web ses états financiers annuels ou son rapport financier intermédiaire, selon le cas, ainsi que le rapport de gestion correspondant;

b) il ajoute sur son site Web une mention semblable à la suivante pour l'essentiel :

« Avis important : accès aux documents financiers

Accès électronique aux documents

[Insérer le nom de l'émetteur assujetti] dépose ses états financiers, ses rapports de gestion ainsi que ses autres documents d'information continue au moyen de SEDAR+, site officiel pour accéder à l'information et aux documents publics déposés par les émetteurs auprès des autorités en valeurs mobilières du Canada, et publie et dépose ensuite un communiqué annonçant la disponibilité de certains documents. Une fois ce dernier déposé, ses états financiers et ses rapports de gestion sont accessibles électroniquement au moyen de SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.com.

Ainsi, [insérer le nom de l'émetteur assujetti] a mis fin aux mesures suivantes :

i) envoyer annuellement aux porteurs inscrits et aux propriétaires véritables de ses titres, à l'exception des titres de créance, un formulaire leur permettant de demander un exemplaire de ses états financiers et de son rapport de gestion;

ii) à moins qu'ils lui en fassent la demande comme indiqué ci-après, envoyer annuellement aux porteurs inscrits et aux propriétaires véritables de ses titres, à l'exception des titres de créance, des exemplaires de ses états financiers et de son rapport de gestion.

Notifications de SEDAR+

SEDAR+ permet à toute personne de s'abonner aux notifications par courriel afin d'être avisée du dépôt des états financiers et des rapports de gestion d'un émetteur assujetti. La notification inclut un lien direct vers ceux-ci. Quiconque souhaite recevoir ces notifications relativement à [insérer le nom de l'émetteur assujetti] peut

s'abonner ici : *[insérer un lien menant les lecteurs vers la page d'abonnement aux notifications par courriel]*.

Obtention d'un exemplaire des documents

En outre, tout porteur de titres de *[insérer le nom de l'émetteur assujetti]* peut obtenir gratuitement un exemplaire électronique ou imprimé des états financiers et du rapport de gestion auprès de *[insérer les coordonnées de l'émetteur assujetti]*, personne-ressource chez l'émetteur, en lui fournissant une adresse électronique ou postale, selon le cas.

Instructions permanentes

Tout porteur de titres de *[insérer le nom de l'émetteur assujetti]* ayant donné des instructions permanentes concernant la transmission d'exemplaires électroniques ou imprimés des documents conformément à la législation en valeurs mobilières continuera de les recevoir suivant ces instructions, tant qu'elles ne sont pas modifiées. ».

« 4.5.5. Fin de l'accès électronique aux états financiers

Malgré le paragraphe 1 des articles 4.5.1 et 4.5.2, l'émetteur assujetti qui devait respecter le paragraphe 3 de l'article 4.5.1 ou 4.5.2 relativement aux états financiers annuels ou au rapport financier intermédiaire et au rapport de gestion correspondant déposés pour la période comptable précédente est tenu de se conformer à ce paragraphe, sauf si, au moins 25 jours avant le dépôt au moyen de SEDAR+ de ses états financiers annuels ou de son rapport financier intermédiaire en vertu de l'article 4.1 ou 4.3, selon le cas, et du rapport de gestion correspondant en vertu de l'article 5.1, il publie et dépose un communiqué qui comporte une mention semblable à la suivante pour l'essentiel :

« Fin de l'accès électronique aux documents

[Insérer le nom de l'émetteur assujetti] ne compte plus offrir l'accès électronique à *[ses états financiers ou à ses rapports financiers intermédiaires ainsi qu'aux rapports de gestion correspondants]* conformément à la législation en valeurs mobilières. *[Il/Elle]* continuera de déposer ses états financiers annuels ainsi que ses rapports financiers intermédiaires et les rapports de gestion correspondants au moyen de SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.com, site officiel pour accéder à l'information et aux documents publics déposés par les émetteurs auprès des autorités en valeurs mobilières du Canada.

Ainsi, *[insérer le nom de l'émetteur assujetti]* prendra les mesures suivantes :

i) envoyer annuellement aux porteurs inscrits et aux propriétaires véritables de ses titres, à l'exception des titres de créance, un formulaire leur permettant de demander un exemplaire de ses états financiers et de son rapport de gestion;

ii) envoyer annuellement aux porteurs inscrits et aux propriétaires véritables de ses titres, à l'exception des titres de créance, des exemplaires de ces documents.

Notifications de SEDAR+

SEDAR+ permet à toute personne de s'abonner aux notifications par courriel afin d'être avisée du dépôt des états financiers et des rapports de gestion d'un émetteur assujetti. La notification inclut un lien direct vers ceux-ci. Quiconque souhaite recevoir ces notifications relativement à *[insérer le nom de l'émetteur assujetti]* peut s'abonner ici : *[insérer un lien menant les lecteurs vers la page d'abonnement aux notifications par courriel]*. ».

2. L'article 4.6 de ce règlement est modifié par l'insertion, après le paragraphe 5, des suivants :

« 5.1) Le sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 ne s'applique pas à l'émetteur assujéti qui se conforme à l'article 4.5.1.

« 5.2) Le sous-paragraphe *b* du paragraphe 1 ne s'applique pas à l'émetteur assujéti qui se conforme à l'article 4.5.2. ».

Date d'entrée en vigueur

3. 1° Le présent règlement entre en vigueur le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement*).

2° En Saskatchewan, malgré le paragraphe 1, le présent règlement entre en vigueur à la date de son dépôt auprès du registraire des règlements si celle-ci tombe après le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement*).

MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 51-102 SUR LES OBLIGATIONS D'INFORMATION CONTINUE

1. L'Instruction générale relative au Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue est modifiée par l'insertion, après l'article 3.3, des suivants :

« 3.3.1. Accès électronique aux états financiers

1) L'émetteur assujetti peut fournir l'accès électronique à ses états financiers annuels et au rapport de gestion correspondant, à ses rapports financiers intermédiaires et aux rapports de gestion correspondants, ou aux deux jeux de documents. Si seuls ses états financiers annuels et le rapport de gestion correspondant sont rendus accessibles par voie électronique, l'article 4.6 du règlement s'applique à ses rapports financiers intermédiaires et aux rapports de gestion correspondants. Inversement, s'il n'accorde l'accès électronique qu'à ses rapports financiers intermédiaires et aux rapports de gestion correspondants, l'article 4.6 s'applique à ses états financiers annuels et au rapport de gestion correspondant.

2) Les communiqués visés au paragraphe 3 des articles 4.5.1 et 4.5.2 du règlement servent à informer les porteurs de titres, à l'exception des titres de créance, que les états financiers et le rapport de gestion correspondant de l'émetteur assujetti sont accessibles au moyen de SEDAR+.

3) Conformément aux articles 4.5.1 et 4.5.4 du règlement, l'émetteur assujetti doit indiquer les coordonnées de la personne-ressource dans son communiqué, avec ses documents reliés aux procurations ainsi que sur son site Web, s'il en possède un, afin que les porteurs de titres puissent demander un exemplaire de ses états financiers et du rapport de gestion correspondant. Il est invité à y inclure une adresse postale, une adresse électronique, un numéro de téléphone de même que toute autre information jugée utile pour aider les porteurs de titres à communiquer avec lui.

4) L'émetteur assujetti doit transmettre au porteur de titres, à l'exception des titres de créance, qui en fait la demande un exemplaire de ses états financiers et du rapport de gestion correspondant dans le délai prévu au sous-paragraphe c du paragraphe 3 de l'article 4.6 du règlement à l'adresse électronique ou postale indiquée dans la demande.

5) Le fait pour l'émetteur assujetti de fournir l'accès électronique à ses états financiers et au rapport de gestion correspondant en vertu de l'article 4.5.1 ou 4.5.2 du règlement n'annule pas les instructions permanentes du propriétaire véritable concernant la transmission des exemplaires électroniques ou imprimés des documents en vertu du *Règlement 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujetti* (chapitre V-1.1, r. 29).

6) Dans le cas où l'émetteur assujetti affiche ses états financiers et le rapport de gestion correspondant sur son site Web conformément à l'article 4.5.4 du règlement, les documents devraient y demeurer au moins jusqu'à l'affichage de ceux de la période comptable suivante. Ainsi, les états financiers annuels et le rapport de gestion correspondant de l'exercice en cours devraient demeurer sur le site Web jusqu'à ce que ceux de l'exercice suivant y soient affichés. L'émetteur assujetti devrait également afficher la mention exigée au paragraphe b de l'article 4.5.4 du règlement sur la même page que ses états financiers et le rapport de gestion correspondant et à proximité de ceux-ci.

« 3.3.2. Préavis

Avant de fournir pour la première fois l'accès électronique à ses états financiers et au rapport de gestion correspondant conformément à l'article 4.5.1 ou 4.5.2 du règlement, ou après la publication et le dépôt du communiqué visé à l'article 4.5.5, l'émetteur assujetti doit, au moins 25 jours avant la publication et le dépôt de celui visé au paragraphe 3 de l'article 4.5.1 ou 4.5.2, publier et déposer le communiqué visé au paragraphe 2 de l'une

ou l'autre de ces dispositions. Nous encourageons en outre les émetteurs assujettis à évaluer s'il y a lieu d'ajouter d'autres méthodes de préavis. ».

2. L'article 3.5 de cette instruction générale est modifié par le remplacement du premier alinéa du paragraphe 1 par le suivant :

« Sous réserve des paragraphes 5.1 et 5.2 de l'article 4.6 du règlement, le paragraphe 1 de cet article exige que l'émetteur assujetti envoie aux porteurs inscrits et aux propriétaires véritables de ses titres, à l'exception des titres de créance, un formulaire leur permettant de demander un exemplaire imprimé des états financiers annuels et du rapport de gestion correspondant ou un exemplaire imprimé des rapports financiers intermédiaires et des rapports de gestion correspondants, ou des deux jeux de documents. ».

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 54-101 SUR LA COMMUNICATION AVEC LES PROPRIÉTAIRES VÉRITABLES DES TITRES D'UN ÉMETTEUR ASSUJETTI

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 4.1° et 8°)

1. L'article 2.7 du Règlement 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujetti (chapitre V-1.1, r. 29) est modifié :

1° par l'insertion, au début, de « 1) »;

2° par l'ajout, à la fin, du paragraphe suivant :

« 2) L'émetteur assujetti qui est tenu d'inclure le document distinct en format lettre visé à l'article 4.5.3 du Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue (chapitre V-1.1, r. 24) le joint aux documents reliés aux procurations à envoyer aux propriétaires véritables de ses titres en vertu du paragraphe 1. ».

2. L'article 2.7.1 de ce règlement est modifié par l'ajout, après le paragraphe 2, du suivant :

« 3) L'émetteur assujetti qui est tenu d'inclure le document distinct en format lettre visé à l'article 4.5.3 du Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue (chapitre V-1.1, r. 24) le joint à l'avis à envoyer aux propriétaires véritables de ses titres en vertu du sous-paragraphe a du paragraphe 1. ».

Date d'entrée en vigueur

3. 1° Le présent règlement entre en vigueur le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement*).

2° En Saskatchewan, malgré le paragraphe 1, le présent règlement entre en vigueur à la date de son dépôt auprès du registraire des règlements si celle-ci tombe après le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement*).

MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 54-101 SUR LA COMMUNICATION AVEC LES PROPRIÉTAIRES VÉRITABLES DES TITRES D'UN ÉMETTEUR ASSUJETTI

1. L'article 4.1 de l'*Instruction générale relative au Règlement 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujetti* est remplacé par le suivant :

« 4.1. Formule de réponse du client

En remplissant la formule de réponse du client prévue à la partie 3 du règlement, le propriétaire véritable donne avis de ses choix en ce qui concerne la réception de documents et la communication de renseignements sur la propriété qui le touchent. En vertu de l'article 3.4 du règlement, un propriétaire véritable peut, moyennant avis à l'intermédiaire qui détient ses titres, révoquer toute instruction antérieurement donnée dans une formule de réponse du client. Les premiers intermédiaires doivent informer leurs clients des frais et autres conséquences découlant des options prévues dans la formule de réponse du client. Sous réserve des paragraphes 5.1 et 5.2 de l'article 4.6 du *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue* (chapitre V-1.1, r. 24), l'émetteur assujetti doit, en vertu du paragraphe 1 de cet article, envoyer annuellement aux porteurs inscrits et aux propriétaires véritables de ses titres, à l'exception des titres de créance, un formulaire leur permettant de demander un exemplaire de ses états financiers et du rapport de gestion correspondant. Si le formulaire de demande est envoyé conformément au paragraphe 1 de l'article 4.6, l'omission par le propriétaire véritable de le retourner ou de demander expressément un exemplaire de ces documents à l'émetteur assujetti annulera les instructions permanentes qu'il lui a données concernant les états financiers en vertu du règlement, mais pas si l'émetteur assujetti fournit un accès électronique aux documents conformément à l'article 4.5.1 ou 4.5.2 du *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue*. ».

Draft Regulations

Securities Act
(chapter V-1.1, s. 331.1, pars. (1), (2), (3), (4.1), (8), (11) and (20), and s. 331.2)

Draft Amendments and Draft Changes to Implement an Access Model for Certain Continuous Disclosure Documents of Non-Investment Fund Reporting Issuers

Notice is hereby given by the *Autorité des marchés financiers* (the "Authority") that, in accordance with section 331.2 of the *Securities Act*, chapter V-1.1, the following Regulations, the texts of which are published hereunder, may be made by the Authority and subsequently submitted to the Minister of Finance for approval, with or without amendment, after 90 days have elapsed since their publication in the Bulletin of the Authority:

- *Regulation to amend Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations;*
- *Regulation to amend Regulation 54-101 respecting Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer.*

Draft amendments to the following policy statement are also published hereunder:

- *Policy Statement to Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations;*
- *Policy Statement to Regulation 54-101 respecting Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer.*

Request for comment

Comments regarding the above may be made in writing by **February 17, 2025**, to the following:

Me Philippe Lebel
Secrétaire et directeur général des affaires juridiques
Autorité des marchés financiers
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Fax : (514) 864-6381
E-mail : consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Further information

Further information is available from:

Michel Bourque
Director, Regulatory Policy
514 395-0337, ext. 4466
Toll-free: 1 877 525-0337
michel.bourque@lautorite.qc.ca

Diana D'Amata
Senior Legal Counsel, Legal Affairs
514 395-0337, ext. 4386
Toll-free: 1 877 525-0337
diana.damata@lautorite.qc.ca

Kristina Beauclair
Senior Policy Adviser, Regulatory Policy
514 395-0337, ext. 4397
Toll-free: 1 877 525-0337
kristina.beauclair@lautorite.qc.ca

November 19, 2024

CSA Second Notice of Consultation
*Draft Amendments and Draft Changes to Implement an Access Model
 for Certain Continuous Disclosure Documents of Non-Investment
 Fund Reporting Issuers*

November 19, 2024

Introduction

The Canadian Securities Administrators (the CSA or we) are republishing for a 90-day comment period, draft amendments to

- *Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations (Draft Amendments to Regulation 51-102)*

and draft changes to

- *Policy Statement to Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations, and*
- *Policy Statement to Regulation 54-101 respecting Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer*

(collectively, the **Draft Changes**)

and are publishing for comment, related draft consequential amendments to

- *Regulation 54-101 respecting Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer*

(collectively, with Draft Amendments to Regulation 51-102, the **Draft Amendments**).

The public comment period will end on **February 17, 2025**.

The text of the Draft Amendments and the Draft Changes are published with this notice and will also be available on websites of CSA jurisdictions, including:

www.lautorite.qc.ca

www.asc.ca

www.bcsc.bc.ca

nssc.novascotia.ca

www.fcnb.ca

www.osc.ca

www.fcaa.gov.sk.ca

-2-

www.mbsecurities.ca

Substance and Purpose

If implemented, the Draft Amendments and the Draft Changes will introduce an access model for annual financial statements, interim financial reports and related management's discussion & analysis (**MD&A**) for non-investment fund reporting issuers (the **Proposed Access Model**).

The Proposed Access Model provides alternative procedures whereby electronic access may be provided to annual financial statements, interim financial reports and related MD&A (**CD documents**) instead of following the delivery requirements currently found in securities legislation.

The Draft Amendments stipulate that electronic access to a CD document has been provided if

- the issuer has filed the document on SEDAR+,
- on the same day, the issuer has issued and filed a news release on SEDAR+ announcing that
 - the document is accessible electronically,
 - the SEDAR+ notification functionality is available,
 - an electronic or paper copy of the document can be obtained upon request,
 - any standing instructions to receive the document in electronic or paper form will continue to be followed, and
- on the same day, if the issuer has a website, the issuer has posted the document on its website.

The SEDAR+ notification functionality allows a person (**subscriber**) to sign up (**subscribe**), through SEDAR+, to receive an email notification when the CD documents that they subscribed for have been filed by the issuer on SEDAR+. We further describe this functionality below.

In addition, the Draft Amendments require the issuer to disclose how to access CD documents electronically, that the SEDAR+ notification functionality is available, how to obtain a copy of a CD document and that standing instructions can be provided. The required disclosure must be made

- in a news release before using the Proposed Access Model if, during the previous financial period, the issuer complied with the current delivery requirements in *Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations (Regulation 51-102)*,
- in a separate document sent to investors with the proxy-related materials or, if the issuer is using the notice-and-access model, with the notice, and
- on its website in the same location where the issuer posts its CD documents, if applicable.

Before ceasing to use the Proposed Access Model, the Draft Amendments require the issuer to inform investors of this change in a news release.

We recognize that information technology is an important and useful tool in facilitating communication with investors. The Proposed Access Model is consistent with the general evolution of our capital markets and recognizes that investors are increasingly accessing and

-3-

consuming information electronically. The Proposed Access Model will further enhance investors' awareness of the availability of CD documents and how they can access them electronically.

The Proposed Access Model does not impact an investor's ability to request CD documents in electronic or paper form. If an investor has provided standing instructions to an intermediary to receive the documents in electronic or paper form, the documents will continue to be sent based on those instructions even if the issuer has selected to provide electronic access to its CD documents in accordance with the Proposed Access Model.

Background

On January 9, 2020, we published CSA Consultation Paper 51-405 *Consideration of an Access Equals Delivery Model for Non-Investment Fund Reporting Issuers*. The purpose of the consultation was to provide a forum for discussion on the appropriateness of implementing an access model in the Canadian market. We solicited views on whether an access model should be introduced, the types of documents to which the model should apply and its mechanics.

At that time, a significant majority of commenters expressed general support for implementing an access model in Canada. On April 7, 2022, we published for comment draft amendments and draft changes to implement an access model for prospectuses generally and CD documents (the **Initial Proposals**). During the comment period, which ended on July 6, 2022, we received submissions from 29 commenters. We have considered the comments received and thank the commenters for their input. The names of commenters and a summary of their comments, together with our responses, are contained in Annex A of this notice.

The Initial Proposals for prospectuses were generally well received by commenters. On January 11, 2024, we published final amendments and changes implementing an access model for prospectuses. These final amendments and changes generally came into force on April 16, 2024.

However, several commenters expressed concerns about implementing the Initial Proposals for CD documents, including potential negative effects on retail investors.

Summary of Changes to the Initial Proposals

After considering the comments received, we made material changes to the Initial Proposals for CD documents and the Draft Amendments and Draft Changes reflect certain of the comments and enhance the Proposed Access Model from an investor perspective, including the following:

1. *SEDAR+ notification functionality*

We introduced disclosure requirements on the SEDAR+ notification functionality, which allows a person to subscribe to receive a notification by email when an issuer has filed a CD document. A subscriber may select one or more issuers for which notifications by email are requested. The email received by a subscriber includes a link to the issuer's CD document. The email will include one or more issuers and documents depending on the subscription. A subscriber can update its subscription at any time based on its preferences (i.e., to change its email address, to add or remove an issuer or document or to unsubscribe).

The SEDAR+ notification functionality addresses the main concern raised by commenters about implementing an access model for CD documents, which is the need for meaningful

-4-

notice to investors that a CD document is accessible electronically, including providing a link to the document. The Draft Amendments require information about the SEDAR+ notification functionality to increase investors' awareness of this functionality and of SEDAR+, the official site to access public documents and information filed by issuers.

2. *Before providing electronic access to CD documents*

We added a requirement to issue and file a news release on SEDAR+ at least 25 days before using the Proposed Access Model if, during the previous financial period, the issuer either (i) sent a request form to investors that investors may use to request a copy of the issuer's CD documents, or (ii) sent its documents to all investors. The requirement is similar to the notice required in advance of the first time that an issuer uses the notice-and-access model¹. The news release is intended to provide advance notice to investors that CD documents will be accessible electronically, that the SEDAR+ notification functionality is available, how to obtain a copy of a CD document and that standing instructions can be provided. We added guidance to encourage issuers to consider whether additional methods of advance notification about the use of the Proposed Access Model may be appropriate.

3. *Sending a separate document*

We added a requirement to include a separate document with the proxy-related materials or, if the issuer is using the notice-and-access model, with the notice, sent to investors. This document would serve as an annual reminder to investors about how to access CD documents electronically, that the SEDAR+ notification functionality is available, how to obtain a copy of a document and that standing instructions can be provided.

This requirement is intended to serve as an annual reminder to investors that the issuer is using the Proposed Access Model and to describe how investors can access the documents electronically or obtain copies of the documents in electronic or paper form.

4. *Issuer's website*

We added a requirement for issuers that have a website to, on the same day the issuer has filed a CD document on SEDAR+, post the CD document on its website and to provide the same information that is required to be provided with the proxy-related materials or, if the issuer is using the notice-and-access model, the notice about using that model. We added guidance suggesting that this information should be posted on the same webpage and in proximity to where the CD document is posted. We also added guidance suggesting that the CD document should remain posted at least until the CD document for the next financial period is posted on the issuer's website.

We note that the most intuitive place for investors to look for information about an issuer is the issuer's website. Posting CD documents on its website would help further facilitate investor engagement and would provide alternatives for investors to electronically access an issuer's CD documents.

¹ See section 9.1.1 of Regulation 51-102 and section 2.7.1 of Regulation 54-101 respecting *Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer* (Regulation 54-101).

-5-

5. *Ceasing to provide electronic access to CD documents*

We added a requirement that an issuer issue and file a news release on SEDAR+ at least 25 days before the issuer intends to cease using the Proposed Access Model announcing that it will no longer provide electronic access to CD documents and that it will comply with the current delivery requirements under securities legislation.

The requirement aims to provide advance notice to investors that the issuer will no longer be using the Proposed Access Model.

6. *Interaction with current delivery requirements*

We added guidance to clarify that an issuer may provide electronic access to its annual financial statements and related MD&A, interim financial reports and related MD&A, or both. If an issuer provides electronic access to its annual financial statements and related MD&A only, the current delivery requirements apply to the issuer's interim financial reports and related MD&A, and vice versa.

7. *Contact information*

We added guidance to clarify that when an issuer provides contact information in its news releases, with its proxy-related materials or notice and on its website, if applicable, so that an investor can request a copy of the issuer's CD documents, the issuer should include a physical address, email address and telephone number in its contact information, along with any other contact information the issuer considers would aid an investor in contacting the issuer.

8. *Standing instructions*

We added guidance to clarify that, when an issuer provides electronic access to its CD documents, this will not override the beneficial owner's standing instructions to receive the documents in electronic or paper form in accordance with Regulation 54-101.

We are now proposing amendments to Regulation 54-101 to clarify that issuers using the Proposed Access Model must send the separate document mentioned above with the proxy-related materials or, if the issuer is using the notice-and-access model, the notice, to beneficial owners of its securities.

As we consider these to be material changes, we are republishing the Draft Amendments and Draft Changes for a further comment period.

Also, we decided not to propose to implement the Proposed Access Model for SEC foreign issuers and designated foreign issuers as contemplated in the Initial Proposals. *Regulation 71-102 respecting Continuous Disclosure and Other Exemptions Relating to Foreign Issuers* already provides broad relief from most of the requirements of Regulation 51-102 on the condition that the issuer complies with the continuous disclosure requirements of the SEC or of a designated foreign jurisdiction. After further consideration of the material amendments that we are proposing to the Proposed Access Model, which could not be mirrored for foreign issuers, we are of the view that it is no longer appropriate to contemplate amendments to this regulation.

-6-

Consequential Amendments

We are proposing amendments to Regulation 54-101 to clarify the interaction between the current requirements and the Proposed Access Model.

Local Matters

Where applicable, an additional annex is being published in any local jurisdiction that is making related changes to local securities laws, including local notices or other policy instruments in that jurisdiction. It also includes any additional information that is relevant to that jurisdiction only.

Request for Comments

We welcome your comments on the Draft Amendments and the Draft Changes and also invite comments on the following specific question.

1. Under the Proposed Access Model, an issuer that has filed a CD document on SEDAR+ must, on the same day, issue and file a news release on SEDAR+ and, if the issuer has a website, post the document on its website. Do you anticipate any practical issues with having to complete these steps on the same day? Please explain.

Please submit your comments in writing on or before **February 17, 2025**. Please send your comments by email in Microsoft Word format.

Please address your submission to all members of the CSA as follows:

British Columbia Securities Commission
Alberta Securities Commission
Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan
The Manitoba Securities Commission
Ontario Securities Commission
Autorité des marchés financiers
Financial and Consumer Services Commission of New Brunswick
Superintendent of Securities, Prince Edward Island
Nova Scotia Securities Commission
Superintendent of Securities, Newfoundland and Labrador
Superintendent of Securities, Yukon Territory
Superintendent of Securities, Northwest Territories
Superintendent of Securities, Nunavut

Deliver your comments only to the addresses below. Your comments will be distributed to the other participating CSA members.

M^e Philippe Lebel
Corporate Secretary and Executive Director, Legal Affairs
Autorité des marchés financiers
Place de la Cité, tour PwC
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Fax: 514 864-8381

-7-

Email: consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

The Secretary
Ontario Securities Commission
20 Queen Street West
22nd Floor
Toronto, Ontario M5H 3S8
Fax: 416 593-2318
Email: comments@osc.gov.on.ca

We cannot keep submissions confidential because securities legislation in certain provinces requires publication of the written comments received during the comment period. All comments received will be posted on the websites of each of the Alberta Securities Commission at www.asc.ca, the Autorité des marchés financiers at www.lautorite.qc.ca and the Ontario Securities Commission at www.osc.ca. Therefore, you should not include personal information directly in comments to be published. It is important that you state on whose behalf you are making the submission.

Contents of Annexes

- Annex A: List of Commenters and Summary of Comments and CSA Responses

Questions

Please refer your questions to any of the following:

Autorité des marchés financiers

Michel Bourque
Director, Regulatory Policy
514 395-0337, ext. 4466
michel.bourque@lautorite.qc.ca

Diana D'Amata
Senior Legal Counsel, Legal Affairs
514 395-0337, ext. 4386
diana.damata@lautorite.qc.ca

Kristina Beauclair
Senior Policy Adviser, Regulatory Policy
514 395-0337, ext. 4397
kristina.beauclair@lautorite.qc.ca

British Columbia Securities Commission

Noreen Bent
Chief, Corporate Finance Legal Services
604 899-6741
nbent@bcsc.bc.ca

Ken Chow
Senior Legal Counsel, Corporate Finance
Legal Services
604 899-6968
kchow@bcsc.bc.ca

-8-

Alberta Securities Commission

Tracy Clark
Senior Legal Counsel, Corporate Finance
403 355-4424
tracy.clark@asc.ca

Mikale White
Senior Legal Counsel, Corporate Finance
403 355-4344
mikale.white@asc.ca

Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan

Heather Kuchuran
Director, Corporate Finance, Securities Division
306 787-1009
heather.kuchuran@gov.sk.ca

Manitoba Securities Commission

Patrick Weeks
Deputy Director, Corporate Finance
204 945-3326
patrick.weeks@gov.mb.ca

Ontario Securities Commission

Erin O'Donovan
Manager, Corporate Finance
416 204-8973
eodonovan@osc.gov.on.ca

Alexandra Melo
Senior Legal Counsel, Corporate Finance
416 263-7695
amelo@osc.gov.on.ca

Financial and Consumer Services Commission, New Brunswick

Ray Burke
Manager, Corporate Finance
506 643-7435
ray.burke@fcnbc.ca

Moira Goodfellow
Senior Legal Counsel
506 444-2575
moira.goodfellow@fcnbc.ca

Nova Scotia Securities Commission

Peter Lamey
Legal Analyst
902 424-7630
Peter.Lamey@novascotia.ca

ANNEX A**LIST OF COMMENTERS**

1. Broadridge Investor Communications Corporation
2. Canadian Bankers Association
3. Canadian Coalition for Good Governance
4. Canadian Investor Relations Institute
5. CFA Societies Canada – Canadian Advocacy Council
6. Davies Ward Phillips & Vineberg LLP
7. Ruth Elliott
8. Enbridge Inc.
9. FAIR Canada
10. Anatole Feldman
11. Fidelity Investments Canada ULC
12. David M. Fieldstone
13. Harold Geller, Harvey Naglie, Don Mercer, Edward Waitzer
14. Stan Gourley
15. Investment Industry Association of Canada
16. Kenmar Associates
17. Bev Kennedy
18. Norton Rose Fulbright Canada LLP
19. Nutrien Ltd.
20. Ontario Securities Commission's Investor Advisory Panel
21. Rick Price
22. Chris Robinson
23. Arthur Ross
24. Securities Transfer Association of Canada
25. Shareholder Association for Research & Education
26. Stikeman Elliott LLP
27. TSX Inc. and TSX Venture Exchange Inc.
28. Torys LLP
29. Peter Whitehouse

-2-

SUMMARY OF COMMENTS AND CSA RESPONSES

Subject	Summarized Comments	CSA Responses
Generally, supportive of the Initial Proposals	<p>Fourteen commenters expressed general support for implementing the Initial Proposals in the Canadian market. These commenters noted a number of potential benefits, including that the Initial Proposals would:</p> <ul style="list-style-type: none"> • reduce regulatory burden and costs associated with printing and mailing documents for issuers, without compromising investor protection; • modernize the way documents are made available to investors; • promote a more environmentally friendly manner of communicating information to investors; • recognize information technology as an important tool improving timely communication with investors; • still allow for the delivery of paper copies for those investors who prefer to receive documents in that format; • allow more efficient review of documents in electronic format rather than paper format. <p>Seven of the fourteen commenters acknowledged that there are potential limitations to implementing the Initial Proposals, including that the Initial Proposals:</p> <ul style="list-style-type: none"> • do not provide meaningful notice of the availability and/or actual delivery, of a disclosure document; • rely on SEDAR as the tool for accessing important company documents although it is not generally considered user-friendly and is not widely used by retail investors; • potentially conflict with requirements under securities law, as well as outside of securities legislation; 	<p>We thank the commenters for their views. Since we published final amendments and changes implementing an access model for prospectuses on January 11, 2024, including our responses to comments relating to that initiative, our responses below pertain only to comments relating to the Proposed Access Model for CD documents.</p> <p>We acknowledge the potential limitations identified that relate to the Initial Proposals for CD documents. Further to our consideration of these comments and our continuing analysis, we are proposing material changes to the Initial Proposals for CD documents.</p>

-3-

Subject	Summarized Comments	CSA Responses
	<ul style="list-style-type: none"> require investors to take action to access information about issuers, such as following the news releases of specific issuers. 	<p>The Draft Amendments and the Draft Changes enhance the Initial Proposals for CD documents to address investor concerns, including potential negative effects on retail investors. In particular, we are introducing proposed disclosure requirements for relevant information to be disclosed by the issuer in a news release before starting to use the Proposed Access Model, in a separate document sent annually to investors, on the issuer's website (if applicable), in news releases filed by the issuer and in a news release before ceasing to use the Proposed Access Model.</p> <p>On December 3, 2023, the CSA implemented a SEDAR+ notification functionality that allows anyone (subscriber) to sign up (subscribe) to receive an email notification when a CD document has been filed by an issuer on SEDAR+. A subscriber can subscribe to receive email notifications for multiple issuers. Email notifications will be sent to a subscriber on an ongoing basis until they change their subscription preferences. The email received by a subscriber includes a direct link to the CD document. In our view, this SEDAR+ notification functionality allows investors to</p>

-4-

Subject	Summarized Comments	CSA Responses
		<p>receive meaningful and timely notice when a CD document is filed.</p> <p>We think that implementing the Proposed Access Model is appropriate because it is consistent with the general evolution of our capital markets and recognizes that investors are increasingly accessing and consuming information electronically.</p>
Generally, not supportive of the Initial Proposals	<p>Fourteen commenters did not generally support implementing the Initial Proposals in the Canadian market, most particularly for CD documents. These commenters noted a number of limitations, including that the Initial Proposals would:</p> <ul style="list-style-type: none"> • not provide meaningful notice of the availability, or actual delivery, of a disclosure document; • rely on SEDAR as the tool for accessing important company documents although there is little knowledge or understanding of SEDAR among retail investors; • not enhance efficient and timely communication with investors; • shift the delivery burden on investors by requiring them to take steps to obtain information; • require the use of information technology and make access to information subject to potential technology failure; • have a negative impact on investor engagement, especially for retail investors; • not significantly reduce cost for issuers and may actually increase them for most average issuers; 	<p>We thank the commenters for their views.</p> <p>We acknowledge the views expressed by commenters objecting to the Initial Proposals for CD documents. As mentioned above, the Draft Amendments and the Draft Changes enhance the Initial Proposals for CD documents from an investor perspective. To that end, we are introducing disclosure requirements that aim to address the main concern raised by commenters regarding the Initial Proposals, which is the lack of meaningful notice of the availability, or actual delivery, of a CD document.</p> <p>The SEDAR+ notification functionality allows investors to receive meaningful and timely notice when a CD document is</p>

-5-

Subject	Summarized Comments	CSA Responses
	<ul style="list-style-type: none"> • create confusion for investors, who would receive personal notifications for some of their holdings and would need to search for others. <p>Ten of the fourteen commenters acknowledged that there are potential benefits to implementing the Initial Proposals, including that the Initial Proposals:</p> <ul style="list-style-type: none"> • allow for the delivery of paper copies for those investors who prefer to receive documents in that format; • reduce the reporting burden and costs associated with mailing and printing of documents for issuers; • facilitate the communication of information to investors in a more environmentally friendly manner, and cost-efficient and timely manner; • allow for a more efficient review of documents in electronic format rather than paper format. 	<p>filed by an issuer on SEDAR+. Additionally, we are proposing disclosure requirements to inform investors how to access CD documents electronically, that the SEDAR+ notification functionality is available, how to obtain a copy of a CD document and that standing instructions can be provided. As mentioned above, this disclosure must be made in a news release before starting to use the Proposed Access Model, in a separate document that is sent annually to investors, on the issuer's website (if applicable), in news releases and in a news release before ceasing to use the Proposed Access Model.</p> <p>We would like to remind commenters that investors can request electronic or paper copies of CD documents, or provide standing instructions to their intermediaries, in accordance with their preferences.</p>
Implementing the Initial Proposals for CD documents	<ul style="list-style-type: none"> • Three commenters questioned the view of the CSA that retail investors were "generally aware" of filing timelines, especially with respect to companies incorporated in multiple jurisdictions, foreign issuers, and a full portfolio of companies with different quarter- and year-ends. 	<p>We thank the commenters for their feedback.</p> <p>Please see above response where it is outlined that the SEDAR+ notification functionality allows anyone to subscribe to receive a notification by email when an issuer has filed a CD document. We remind investors that standing instructions can be provided at</p>

-6-

Subject	Summarized Comments	CSA Responses
		any time, in accordance with their preferences.
Initial Proposals - News release component	<ul style="list-style-type: none"> • Thirteen commenters did not support relying on a news release to alert investors that the document is available electronically as it is not sufficient or appropriate to give notice to retail investors in this manner. • Nine commenters agreed that a news release is sufficient and appropriate to alert investors that the document is available electronically, and that this requirement is not particularly onerous or unduly costly for issuers. • Three commenters suggested that, if the requirement to file news releases is to remain under the Initial Proposals, issuers should be allowed to issue and file news releases announcing document availability <i>prior</i> to the SEDAR filing date and prospectively specify the date on which (or by which) the applicable document would be filed. A separate news release could be issued to update the market in the event that an issuer becomes unable to complete the filing of the applicable document on or by the date specified. • Two commenters suggested that issuers should be allowed to use alternative forms of notice sent directly to purchasers. 	<p>We thank the commenters for their views.</p> <p>We note that a news release is relied on to inform stakeholders of an issuer's activities, for example a material change in the affairs of a reporting issuer. We continue to think that a news release is a sufficient and appropriate way to alert investors that a document is accessible through SEDAR+.</p> <p>In addition to any required news release under the Proposed Access Model, issuers can use alternative forms of notices that are sent directly to investors.</p> <p>Further, issuers that provide access to their CD documents will be required to provide investors with information about the SEDAR+ notification functionality in a separate document that is sent annually to investors and is posted on the issuer's website (if applicable). Investors that sign up to receive notifications that an issuer has filed CD documents on SEDAR+, will be sent an email when the issuer files a CD document on SEDAR+, together with a link to the document.</p>

-7-

Subject	Summarized Comments	CSA Responses
Initial Proposals - SEDAR	<ul style="list-style-type: none"> • Twelve commenters suggested that the Initial Proposals should not be implemented before the new SEDAR+ platform has been launched and used by investors. • Nine commenters suggested that the new SEDAR+ platform should include a feature allowing investors to subscribe for push notifications alerting them of the filing of documents and/or to directly receive those documents. • Four commenters suggested that a direct hyperlink to the issuer's disclosure record and other features to pull information from SEDAR+ and repurpose it for electronic delivery to investors should be available. 	<p>We note that SEDAR+ was launched on July 25, 2023. As mentioned above, the SEDAR+ notification functionality allows anyone to subscribe to receive an email notification when CD documents have been filed by an issuer on SEDAR+. The email received by a subscriber also includes a link to the issuer's CD document.</p>
Initial Proposals – Electronic or paper copy	<ul style="list-style-type: none"> • Three commenters suggested that the process of requesting paper delivery, providing standing instructions and changing those instructions should be facilitated by the Initial Proposals. Two commenters further suggested that mailing timelines should be enforced. 	<p>We acknowledge these comments, and we are proposing disclosure requirements explaining how to obtain a copy of CD documents and that standing instructions can be provided at any time.</p>
Alternative	<ul style="list-style-type: none"> • Fourteen commenters suggested requiring issuers to use electronic delivery (or 'push notification') to notify of the availability of documents and deliver them within the email or through a direct hyperlink or QR code, with the ability to download and print the document. • Twelve commenters suggested that issuers should be required to have a website (or social media channel) hosting an electronic copy of the document with an investor notification alert option. Two commenters further suggested some standardization for the location, presentation and retention of the documents on issuers' websites. • Four commenters suggested that investors should be able to access information by 	<p>We note that issuers can provide push notifications or alerts or post documents on their websites if they deem it appropriate. As mentioned above, the SEDAR+ notification functionality is now available.</p> <p>In addition, we are proposing that, if an issuer has a website, the CD documents must also be posted on its website along with disclosure informing investors on how to access the CD documents electronically, that the SEDAR+</p>

-8-

Subject	Summarized Comments	CSA Responses
	<p>any preferred means, including via SEDAR and/or issuer websites, email distribution or paper delivery, and that using an access model should be optional for issuers and investors.</p> <ul style="list-style-type: none"> Two commenters suggested that the CSA should examine means of using brokers' internet platforms through which many retail investors already access information as a means of notice and electronic delivery. 	<p>notification functionality is available, how to obtain a copy of a CD document and that standing instructions can be provided. We are also proposing guidance on the duration of time that a CD document should remain posted on the issuer's website.</p> <p>We would also like to remind commenters that the Proposed Access Model is not mandatory; it is an option available for issuers. As mentioned above, investors can request electronic or paper copies of CD documents, or provide standing instructions to their intermediaries, in accordance with their preferences.</p>
Implementing the Initial Proposals for other types of documents	<ul style="list-style-type: none"> Two commenters did not support implementing the Initial Proposals for proxy-related materials, and takeover bid and issuer bid circulars. Two commenters submitted that extending the Initial Proposals to time sensitive documents requiring participation raises investor protection concerns, at least until the access model is better understood by investors and supported by enhanced system access. Two commenters supported implementing the Initial Proposals for the annual information form, especially considering the draft amendments to <i>Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations</i> to combine forms 51-102F1 <i>Management's Discussion & Analysis</i> and 	<p>We take note of these comments, and we agree that it is not appropriate, at this time, to extend the Proposed Access Model to proxy-related materials, takeover bid and issuer bid circulars.</p> <p>The Proposed Access Model would apply to the annual disclosure statement, if and when it is introduced.</p>

-9-

Subject	Summarized Comments	CSA Responses
	51-102F2 <i>Annual Information Form</i> in one reporting document, (the “ <i>annual disclosure statement</i> ”).	
Other comments	<ul style="list-style-type: none"> • Seven commenters suggested that some education should be provided to investors regarding the importance of disclosure documents, the Initial Proposals and how to navigate SEDAR (and ultimately SEDAR+) and access those documents. • Six commenters agreed that the Initial Proposals should not be extended to investment fund reporting issuers. • Four commenters suggested that the Initial Proposals should be tested over a certain period of time (varying from 6 to 12 months) to make adjustments based on investors’ experience. • Four commenters suggested that the Initial Proposals should be adopted without delay once they have been finalized. • Two commenters suggested that a harmonized approach to the Initial Proposals among the CSA would be most appropriate. • Two commenters encouraged the CSA to consider the compatibility of the regime with current delivery requirements under the various securities and corporate law provisions and engage with corporate law regulators in order to address and solve any potential incoherence or inefficiencies that may arise with the adoption of the Initial Proposals. • Two commenters expressed the view that for the average issuer, the costs of relying on the Initial Proposals would exceed the 	<p>We thank the commenters for their views. Some of these comments were shared with our CSA colleagues working on other CSA initiatives since they relate to those projects, for example comments relating to investment funds.</p> <p>The CSA intends to monitor how the Proposed Access Model is used and consider whether any adjustments are warranted.</p> <p>We recognize that certain issuers may be required to comply with certain delivery requirements under corporate law and other applicable requirements to which they may be subject. However, we do not view these potential limitations as roadblocks to introducing the Proposed Access Model under securities legislation.</p> <p>Data limitations present challenges to quantifying all the costs and benefits of an access model. But as mentioned above the Proposed Access Model is not mandatory; it is an option available for issuers.</p>

-10-

Subject	Summarized Comments	CSA Responses
	savings, which would deter them from using the access model. They are of the view that digital delivery would, on the other hand, provide cost savings to virtually all companies.	

REGULATION TO AMEND REGULATION 51-102 RESPECTING CONTINUOUS DISCLOSURE OBLIGATIONS

Securities Act

(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1), (2), (3), (4.1), (8), (11) and (20))

1. Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations (chapter V-1.1, r. 24) is amended by inserting, after section 4.5, the following:

“4.5.1. Electronic Access to Annual Financial Statements

(1) Subsections (2) and (3) do not apply to a reporting issuer that complies with subsection 4.6(1) or (5).

(2) If, during the previous financial period, a reporting issuer complied with subsection 4.6(1) or (5), the reporting issuer must, at least 25 days before it issues and files the news release referred to in subsection (3), issue and file a news release that states

(a) in the title that the annual financial statements and MD&A relating to the annual financial statements will be accessible through SEDAR+, and

(b) in substantially the following form:

“Electronic Access to documents

[Insert the reporting issuer's name]'s annual financial statements and annual MD&A will be accessible electronically on SEDAR+ at www.sedarplus.com, the official site to access public documents and information filed by issuers with Canadian securities regulatory authorities.

SEDAR+ notifications

SEDAR+ enables a person to sign up to receive a notification by email when a reporting issuer's financial statements and MD&A are filed. The notification includes a link directly to those documents. If you are a holder of *[insert reporting issuer's name]*'s securities and would like to be notified when *[insert the reporting issuer's name]* files those documents on SEDAR+, you can sign up to receive email notifications at *[insert a link directing readers to the SEDAR+ subscription page to sign up to receive email notifications]*.

Obtaining a copy of the documents

In addition, if you are a holder of *[insert the reporting issuer's name]*'s securities, you can obtain, without charge, an electronic or paper copy of its annual financial statements and annual MD&A from *[insert contact information for the reporting issuer]*, the issuer's contact person, by providing the person with an email address or address, as applicable.

Standing instructions

If you are a holder of *[insert the reporting issuer's name]*'s securities and you have provided standing instructions to send you the documents in electronic or paper form in accordance with securities legislation, those documents will continue to be sent to you based on those instructions until you change them.”.

(3) A reporting issuer must, on the same day that it files on SEDAR+ its annual financial statements and MD&A relating to the annual financial statements under sections 4.1 and 5.1, issue and file a news release on SEDAR+ that states

(a) in the title that the annual financial statements and MD&A relating to the annual financial statements are accessible through SEDAR+, and

(b) in substantially the following form:

“Electronic Access to documents

[Insert the reporting issuer’s name]’s annual financial statements and annual MD&A can be accessed electronically on SEDAR+ at www.sedarplus.com, the official site to access public documents and information filed by issuers with Canadian securities regulatory authorities.

SEDAR+ notifications

SEDAR+ enables a person to sign up to receive a notification by email when a reporting issuer’s financial statements and MD&A are filed. The notification includes a link directly to those documents. If you are a holder of *[insert reporting issuer’s name]*’s securities and would like to be notified when *[insert the reporting issuer’s name]* files those documents on SEDAR+, you can sign up to receive email notifications at *[insert a link directing readers to the SEDAR+ subscription page to sign up to receive email notifications]*.

Obtaining a copy of the documents

In addition, if you are a holder of *[insert the reporting issuer’s name]*’s securities, you can obtain, without charge, an electronic or paper copy of its annual financial statements and annual MD&A from *[insert contact information for the reporting issuer]*, the issuer’s contact person, by providing the person with an email address or address, as applicable.

Standing instructions

If you are a holder of *[insert the reporting issuer’s name]*’s securities and you have provided standing instructions to send you the documents in electronic or paper form in accordance with securities legislation, those documents will continue to be sent to you based on those instructions until you change them.”.

“4.5.2. Electronic Access to an Interim Financial Report

(1) Subsections (2) and (3) do not apply to a reporting issuer that complies with subsection 4.6(1).

(2) If, during the previous financial period, a reporting issuer complied with subsection 4.6(1), the reporting issuer must, at least 25 days before it issues and files the news release referred to in subsection (3), issue and file a news release that states

(a) in the title that the interim financial reports and MD&A relating to the interim financial reports will be accessible through SEDAR+, and

(b) in substantially the following form:

“Electronic Access to documents

[Insert the reporting issuer’s name]’s interim financial reports and interim MD&A will be accessible electronically on SEDAR+ at www.sedarplus.com, the official site to access public documents and information filed by issuers with Canadian securities regulatory authorities.

SEDAR+ notifications

SEDAR+ enables a person to sign up to receive a notification by email when a reporting issuer's financial statements and MD&A are filed. The notification includes a link directly to those documents. If you are a holder of *[insert reporting issuer's name]*'s securities and would like to be notified when *[insert the reporting issuer's name]* files those documents on SEDAR+, you can sign up to receive email notifications at *[insert a link directing readers to the SEDAR+ subscription page to sign up to receive email notifications]*.

Obtaining a copy of the documents

In addition, if you are a holder of *[insert the reporting issuer's name]*'s securities, you can obtain, without charge, an electronic or paper copy of its interim financial reports and interim MD&A from *[insert contact information for the reporting issuer]*, the issuer's contact person, by providing the person with an email address or address, as applicable.

Standing instructions

If you are a holder of *[insert the reporting issuer's name]*'s securities and you have provided standing instructions to send you the documents in electronic or paper form in accordance with securities legislation, those documents will continue to be sent to you based on those instructions until you change them.”.

(3) A reporting issuer must, on the same day that it files on SEDAR+ its interim financial report and MD&A relating to the interim financial report under sections 4.3 and 5.1, issue and file a news release on SEDAR+ that states

(a) in the title that the interim financial report and MD&A relating to the interim financial report are accessible through SEDAR+, and

(b) in substantially the following form:

“Electronic Access to documents

[Insert the reporting issuer's name]'s interim financial report and interim MD&A can be accessed electronically on SEDAR+ at www.sedarplus.com, the official site to access public documents and information filed by issuers with Canadian securities regulatory authorities.

SEDAR+ notifications

SEDAR+ enables a person to sign up to receive a notification by email when a reporting issuer's financial statements and MD&A are filed. The notification includes a link directly to those documents. If you are a holder of *[insert reporting issuer's name]*'s securities and would like to be notified when *[insert the reporting issuer's name]* files those documents on SEDAR+, you can sign up to receive email notifications at *[insert a link directing readers to the SEDAR+ subscription page to sign up to receive email notifications]*.

Obtaining a copy of the documents

In addition, if you are a holder of *[insert the reporting issuer's name]*'s securities, you can obtain, without charge, an electronic or paper copy of its interim financial report and interim MD&A from *[insert contact information for the reporting issuer]*, the issuer's contact person, by providing the person with an email address or address, as applicable.

Standing instructions

If you are a holder of *[insert the reporting issuer's name]*'s securities and you have provided standing instructions to send you the documents in electronic or paper form in accordance with securities legislation, those documents will continue to be sent to you based on those instructions until you change them.”.

“4.5.3. Sending a Separate Document

A reporting issuer that is required to comply with subsection 4.5.1(3) or 4.5.2(3) must include with the proxy-related materials under section 9.1 of this Regulation or section 2.7 of Regulation 54-101 respecting Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer (chapter V-1.1, r. 29), or with a notice under section 9.1.1 of this Regulation or section 2.7.1 of Regulation 54-101 respecting Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer, a separate letter-sized document, presented on a page that is a different colour than the proxy-related materials or the notice, and in a legible font in a legible size and style, that states in substantially the following form:

“Important Notice: Accessing Financial Documents

Electronic Access to documents

[Insert the reporting issuer's name] files its financial statements and MD&A and other continuous disclosure documents on SEDAR+, the official site to access public documents and information filed by issuers with Canadian securities regulatory authorities, and subsequently issues and files a news release to announce the accessibility of certain documents. Once filed, *[insert the reporting issuer's name]*'s financial statements and MD&A can be accessed electronically on SEDAR+ at www.sedarplus.com.

As a result, *[insert the reporting issuer's name]* no longer

(i) annually sends a request form to the registered holders and beneficial owners of its securities, other than holders of debt instruments, that they may use to request a copy of *[insert the reporting issuer's name]*'s financial statements and MD&A, or

(ii) unless requested as set out below, annually sends copies of the financial statements and MD&A to the registered holders and beneficial owners of its securities, other than holders of debt instruments.

SEDAR+ notifications

SEDAR+ enables a person to sign up to receive a notification by email when a reporting issuer's financial statements and MD&A are filed. The notification includes a link directly to those documents. If you would like to be notified when *[insert the reporting issuer's name]* files the applicable documents on SEDAR+, you can sign up to receive email notifications at *[insert a link directing readers to the SEDAR+ subscription page to sign up to receive email notifications]*.

Obtaining a copy of the documents

In addition, if you are a holder of *[insert the reporting issuer's name]*'s securities, you can obtain, without charge, an electronic or paper copy of its financial statements and MD&A, from *[insert contact information for the reporting issuer]*, the issuer's contact person, by providing the person with an email address or address, as applicable.

Standing instructions

If you are a holder of [*insert the reporting issuer's name*]'s securities and you have provided standing instructions to send you the documents in electronic or paper form in accordance with securities legislation, those documents will continue to be sent to you based on those instructions until you change them.”.

“4.5.4. Posting Financial Statements on Reporting Issuer’s Website

A reporting issuer that is required to comply with section 4.5.1 or 4.5.2 must, if the reporting issuer has a website,

(a) on the same day that the reporting issuer issues and files a news release under subsection 4.5.1(3) or 4.5.2(3), post its annual financial statements and MD&A relating to the annual financial statements or its interim financial report and MD&A relating to the interim financial report, as applicable, on its website, and

(b) state on its website in substantially the following form:

“Important Notice: Accessing Financial Documents

Electronic Access to documents

[*Insert the reporting issuer's name*] files its financial statements and MD&A and other continuous disclosure documents on SEDAR+, the official site to access public documents and information filed by issuers with Canadian securities regulatory authorities, and subsequently issues and files a news release to announce the accessibility of certain documents. Once filed, [*insert the reporting issuer's name*]'s financial statements and MD&A can be accessed electronically on SEDAR+ at www.sedarplus.com.

As a result, [*insert the reporting issuer's name*] no longer

(i) annually sends a request form to the registered holders and beneficial owners of its securities, other than holders of debt instruments, that they may use to request a copy of [*insert the reporting issuer's name*]'s financial statements and MD&A, or

(ii) unless requested as set out below, annually sends copies of the financial statements and MD&A to the registered holders and beneficial owners of its securities, other than holders of debt instruments.

SEDAR+ notifications

SEDAR+ enables a person to sign up to receive a notification by email when a reporting issuer’s financial statements and MD&A are filed. The notification includes a link directly to those documents. If you would like to be notified when [*insert the reporting issuer's name*] files the applicable documents on SEDAR+, you can sign up to receive email notifications at [*insert a link directing readers to the SEDAR+ subscription page to sign up to receive email notifications*].

Obtaining a copy of the documents

In addition, if you are a holder of [*insert the reporting issuer's name*]'s securities, you can obtain, without charge, an electronic or paper copy of its financial statements and MD&A, from [*insert contact information for the reporting issuer*], the issuer’s contact person, by providing the person with an email address or address, as applicable.

Standing instructions

If you are a holder of *[insert the reporting issuer's name]*'s securities and you have provided standing instructions to send you the documents in electronic or paper form in accordance with securities legislation, those documents will continue to be sent to you based on those instructions until you change them.”.

“4.5.5. Ceasing to Provide Electronic Access to Financial Statements

Despite subsections 4.5.1(1) and 4.5.2(1), if a reporting issuer was required to comply with subsection 4.5.1(3) or 4.5.2(3) with respect to its annual financial statements and MD&A relating to the annual financial statements or its interim financial report and MD&A relating to the interim financial report filed for the previous financial period, the reporting issuer must comply with subsection 4.5.1(3) or 4.5.2(3) unless, at least 25 days before it files on SEDAR+ its annual financial statements and MD&A relating to the annual financial statements under sections 4.1 and 5.1, or its interim financial report and MD&A relating to the interim financial report under sections 4.3 and 5.1, as applicable, the reporting issuer issues and files a news release that states in substantially the following form:

“Ceasing to provide electronic access to documents

[Insert the reporting issuer's name] no longer intends to provide electronic access to its *[insert annual financial statements and annual MD&A or interim financial reports and interim MD&A, as applicable]* in accordance with securities legislation. *[Insert the reporting issuer's name]* will continue to file its annual financial statements and annual MD&A and interim financial reports and interim MD&A on SEDAR+ at www.sedarplus.com, the official site to access public documents and information filed by issuers with Canadian securities regulatory authorities.

As a result, *[insert the reporting issuer's name]* will

(i) annually send a request form to the registered holders and beneficial owners of its securities, other than holders of debt instruments, that they may use to request a copy of *[insert the reporting issuer's name]*'s financial statements and MD&A, or

(ii) annually send copies of those documents to the registered holders and beneficial owners of its securities, other than holders of debt instruments.

SEDAR+ notifications

SEDAR+ enables a person to sign up to receive a notification by email when a reporting issuer's financial statements and MD&A are filed. The notification includes a link directly to those documents. If you would like to be notified when *[insert the reporting issuer's name]* files the applicable documents on SEDAR+, you can sign up to receive email notifications at *[insert a link directing readers to the SEDAR+ subscription page to sign up to receive email notifications]*.”.

2. Section 4.6 of the Regulation is amended by inserting, after paragraph (5), the following:

“(5.1) Paragraph (1)(a) does not apply to a reporting issuer that complies with section 4.5.1.

“(5.2) Paragraph (1)(b) does not apply to a reporting issuer that complies with section 4.5.2.”.

Effective date

3. (1) This Regulation comes into force on (*indicate here the date of coming into force of this Regulation*).

(2) In Saskatchewan, despite paragraph (1), if this Regulation is filed with the Registrar of Regulations after (*indicate here the date of coming into force of this Regulation*), this Regulation come into force on the day on which it is filed with the Registrar of Regulations.

CHANGES TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 51-102 RESPECTING CONTINUOUS DISCLOSURE OBLIGATIONS

1. *Policy Statement to Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations* is changed by inserting, after section 3.3, the following:

“3.3.1. Electronic access to financial statements

(1) A reporting issuer may provide electronic access to its annual financial statements and related MD&A, interim financial reports and related MD&A, or both. If a reporting issuer provides electronic access to its annual financial statements and related MD&A only, section 4.6 of the Regulation applies to the reporting issuer’s interim financial reports and related MD&A. If a reporting issuer provides electronic access to its interim financial reports and related MD&A only, section 4.6 of the Regulation applies to the reporting issuer’s annual financial statements and related MD&A.

(2) The news releases required by subsections 4.5.1(3) and 4.5.2(3) of the Regulation are intended to inform the securityholders, other than holders of debt instruments, that the reporting issuer’s financial statements and related MD&A are accessible through SEDAR+.

(3) Sections 4.5.1 to 4.5.4 of the Regulation require a reporting issuer to provide contact information in its news releases, with its proxy-related materials and on its website, if the reporting issuer has a website, so that a securityholder can request a copy of the reporting issuer’s financial statements and related MD&A. We encourage reporting issuers to consider including a physical address, email address and telephone number as their contact information, along with any other contact information the reporting issuer considers would aid a securityholder in contacting the reporting issuer.

(4) If a request for a copy of the financial statements and related MD&A is received from a securityholder, other than holders of debt instruments, the reporting issuer must send a copy of the document requested to the securityholder at the email address or address specified in the request by the delivery deadline set out in paragraph 4.6(3)(c) of the Regulation.

(5) When a reporting issuer provides electronic access to its financial statements and related MD&A under section 4.5.1 or 4.5.2 of the Regulation, this will not override the beneficial owner’s standing instructions to receive the documents in electronic or paper form provided under *Regulation 54-101 respecting Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer* (chapter V-1.1, r. 29).

(6) When a reporting issuer posts its financial statements and related MD&A on its website under section 4.5.4 of the Regulation, the documents should remain posted at least until the documents for the next financial period are posted on the reporting issuer’s website. For example, the annual financial statements and related MD&A for the current financial year should remain posted until the annual financial statements and related MD&A for the next financial year are posted on the reporting issuer’s website. Also, the reporting issuer should post the statement required under paragraph 4.5.4(b) of the Regulation on the same webpage and in proximity to where its financial statements and related MD&A are posted.

“3.3.2. Advance notification

Before providing electronic access to its financial statements and related MD&A under section 4.5.1 or 4.5.2 of the Regulation for the first time, or after issuing and filing a news release under section 4.5.5, a reporting issuer must issue and file a news release under subsection 4.5.1(2) or 4.5.2(2) of the Regulation at least 25 days before issuing and filing a news release either under subsection 4.5.1(3) or subsection 4.5.2(3) of the Regulation. We also encourage reporting issuers to consider whether additional methods of advance notification may be appropriate.”.

2. Section 3.5 of the Policy Statement is changed by replacing the first paragraph of paragraph (1) with the following:

“Subject to subsections 4.6(5.1) and 4.6(5.2) of the Regulation, subsection 4.6(1) of the Regulation requires reporting issuers to send a request form to the registered holders and beneficial owners of their securities, other than debt instruments. The registered holders and beneficial owners may use the request form to request a paper copy of the reporting issuer’s annual financial statements and related MD&A, interim financial reports and related MD&A, or both.”.

REGULATION TO AMEND REGULATION 54-101 RESPECTING COMMUNICATION WITH BENEFICIAL OWNERS OF SECURITIES OF A REPORTING ISSUER

Securities Act
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (4.1) and (8))

1. Section 2.7 of Regulation 54-101 respecting Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer (chapter V-1.1, r. 29) is amended:

- (1) by inserting, at the beginning, “(1)”;
- (2) by adding, at the end, the following:

“(2) For greater certainty, a reporting issuer that is required to include the separate letter-sized document referred to in section 4.5.3 of Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations (chapter V-1.1, r. 24) shall include the document with the proxy-related materials required to be sent under subsection (1) to the beneficial owners of its securities.”.

2. Section 2.7.1 of the Regulation is amended by adding, after paragraph (2), the following:

“(3) For greater certainty, a reporting issuer that is required to include the separate letter-sized document referred to in section 4.5.3 of Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations (chapter V-1.1, r. 24) shall include the document with the notice required to be sent under paragraph (1)(a) to the beneficial owners of its securities.”.

Effective date

3. (1) This Regulation comes into force on (*indicate here the date of coming into force of this Regulation*).

(2) In Saskatchewan, despite paragraph (1), if this Regulation is filed with the Registrar of Regulations after (*indicate here the date of coming into force of this Regulation*), this Regulation come into force on the day on which it is filed with the Registrar of Regulations.

CHANGES TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 54-101 RESPECTING COMMUNICATION WITH BENEFICIAL OWNERS OF SECURITIES OF A REPORTING ISSUER

1. Section 4.1 of *Policy Statement to Regulation 54-101 respecting Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer* is replaced by the following:

“4.1. Client Response Form

By completing a client response form as provided in Part 3 of the Regulation, a beneficial owner gives notice of its choices concerning the receipt of materials and the disclosure of ownership information concerning it. Pursuant to section 3.4 of the Regulation, a beneficial owner may, by notice to the intermediary through which it holds, change any prior instructions given in a client response form. Proximate intermediaries should alert their clients to the costs and other consequences of the options in the client response form. Subject to subsections 4.6(5.1) and 4.6(5.2) of *Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations* (chapter V-1.1, r. 24), subsection 4.6(1) of that Regulation requires reporting issuers to send annually a request form to the registered holders and beneficial owners of its securities, other than holders of debt instruments, that the holders may use to request a copy of the reporting issuer’s financial statements and MD&A. If a request form is sent under subsection 4.6(1), a failure to return the request form or to specifically request a copy of the financial statements or MD&A from the reporting issuer will override the beneficial owner’s standing instructions under this Regulation in respect of the financial statements. However, a beneficial owner’s standing instructions under this Regulation in respect of the financial statements will not be overridden if a reporting issuer provides electronic access to the documents under section 4.5.1 or 4.5.2 of *Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations*.”.

Projet de règlement

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1, a. 331, 1^{er} al., par. 9° et a. 331.2)

Règlement modifiant le Règlement 13-102 sur les droits relatifs au système

Avis est donné par l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité »), que, conformément à l'article 331.2 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, chapitre V-1.1, le règlement suivant dont le texte est publié ci-dessous, pourra être pris par l'Autorité et ensuite soumis au ministre des Finances pour approbation, avec ou sans modification, à l'expiration d'un délai de 90 jours à compter de sa publication au Bulletin de l'Autorité :

- *Règlement modifiant le Règlement 13-102 sur les droits relatifs au système*

Consultation

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler à ce sujet est priée de les faire parvenir par écrit au plus tard le **19 février 2025**, en s'adressant à :

Me Philippe Lebel
Secrétaire et directeur général des affaires juridiques
Autorité des marchés financiers
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Télécopieur : (514) 864-6381
Courrier électronique : consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Mathieu Laberge
Avocat
Direction des affaires juridiques
mathieu.laberge@lautorite.qc.ca

Sylvia Pateras
Avocate
Direction des affaires juridiques
sylvia.pateras@lautorite.qc.ca

Le 21 novembre 2024

Canadian Securities
AdministratorsAutorités canadiennes
en valeurs mobilières

Avis de consultation des ACVM

Projet de *Règlement modifiant le Règlement 13-102 sur les droits relatifs au système*

Le 21 novembre 2024

Introduction

Les Autorités canadiennes en valeurs mobilières à l'exception de la British Columbia Securities Commission (les **ACVM** ou **nous**) publient pour une période de consultation de 90 jours le projet de *Règlement modifiant le Règlement 13-102 sur les droits relatifs au système* (le **Règlement 13-102**) (le **projet de modification**)¹. Pour sa part, la British Columbia Securities Commission ne le publiera que lorsqu'elle aura obtenu les approbations gouvernementales requises.

Le projet de modification est publié avec le présent avis et peut aussi être consulté sur les sites Web des membres des ACVM, dont les suivants :

www.bcsc.bc.ca

www.albertasecurities.com

www.fcaa.gov.sk.ca

www.mbsecurities.ca

www.osc.gov.on.ca

www.lautorite.qc.ca

www.fcnb.ca

nssc.novascotia.ca

¹ Bien que la Commission des valeurs mobilières du Manitoba ne participe pas au Règlement 13-102, elle prend part au régime de droits relatifs au système du fait du *Règlement 158/2013* pris en vertu de la *Loi sur les valeurs mobilières*. On s'attend à ce que le projet de modification soit transposé en modifications correspondantes de ce règlement.

Objet

Les ACVM proposent d'actualiser le régime de droits relatifs au système en introduisant, à compter de la fin de 2025, des augmentations annuelles échelonnées sur cinq ans. Ainsi, conformément au projet de modification :

- le total des droits relatifs au système perçus par les ACVM augmentera;
- aucuns nouveaux droits relatifs au système ne seront introduits;
- les droits relatifs au système demeureront fixés selon le principe du recouvrement des coûts;
- le barème de droits fixes sera maintenu.

Il est à noter que ces droits servent à financer les coûts des systèmes technologiques partagés par les ACVM et leurs membres, et sont distincts des droits réglementaires ou autres qu'un utilisateur pourrait devoir acquitter dans une province ou un territoire donné.

Contexte

En 2013, le Règlement 13-102 a été mis en œuvre pour remplacer les barèmes de frais d'utilisation établis dans le Manuel du déposant SEDAR et le Manuel de l'utilisateur de la BDNI. Sa mise en œuvre a permis aux ACVM de réduire certains droits exigibles, mais sans changer la structure de droits associée à ces barèmes, conformément auxquels les droits exigibles devaient être acquittés auprès de l'autorité principale et des autres autorités selon des montants différents. À l'époque, la diminution des droits faisait écho à celle des coûts sous-jacents de fonctionnement des systèmes pancanadiens.

En 2019, les ACVM ont proposé d'abroger et de remplacer le Règlement 13-102 de façon à ce que des droits fixes pour chaque type de dossier, versés uniquement à l'autorité principale du déposant, soient substitués aux droits à payer aux autorités principales et aux autres autorités. Ce changement instauré en juillet 2023 lors de la mise en service de SEDAR+ a simplifié le régime de droits relatifs au système pour les déposants, en plus d'éliminer les droits applicables à certains types de dossiers et d'introduire de nouveaux droits. Les modifications tarifaires introduites dans la nouvelle structure, jumelées à l'évolution des tendances en matière de dépôts, se sont traduites par une baisse de 18 % des produits annuels tirés de ces droits, si bien que les produits pour l'exercice 2024 étaient inférieurs à ceux de 2013.

Lorsque ce changement a été proposé en 2019, il était impossible de prévoir la croissance accélérée du coût de la main-d'œuvre en technologies de l'information (TI) pour le développement et l'exploitation des systèmes (y compris SEDAR+). Entre 2021 et 2024, ce coût a progressé de 35 % à 45 %, soit à un rythme supérieur à celui de l'augmentation des

coûts dans d'autres secteurs², et l'on s'attend à ce qu'il continue sa progression constante au cours des prochaines années.

La montée des coûts observée par les ACVM concorde avec les recherches menées à l'externe³, qui indiquent que, dans les dernières années, les coûts des TI ont subi une forte augmentation dans l'ensemble des secteurs pour plusieurs raisons : hausse des coûts liés aux systèmes technologiques, aux mesures d'atténuation des risques de cybersécurité et à la rémunération de la main-d'œuvre spécialisée.

Résumé du projet de modification

Les ACVM proposent de majorer les droits relatifs au système afin de rapprocher davantage les produits qui en sont tirés des coûts de fonctionnement projetés des systèmes pancanadiens dans les cinq prochaines années.

Pour répondre aux besoins de financement actuels des systèmes pancanadiens, les ACVM proposent une hausse de 60 % des droits relatifs au système en novembre 2025 et de 3 % chacune des quatre années suivantes. La première année, cette majoration représentera moins de 2 500 \$ pour 95 % des organisations déposantes et inscrites, et moins de 1 000 \$ pour 85 % d'entre elles.

Cette mesure est nécessaire au financement adéquat des systèmes pancanadiens des ACVM les cinq prochaines années. Puisque les droits relatifs au système demeurent établis selon le type et le nombre de dossiers transmis ainsi que sur le nombre de personnes physiques inscrites, leur augmentation proportionnelle touchera équitablement tous les segments du marché.

Nous nous penchons actuellement sur la possibilité de développer et d'exploiter les systèmes pancanadiens de façon plus efficace et efficiente. Dans le cadre de cet exercice, nous sommes à élaborer un plan stratégique à long terme tenant compte de l'utilisation d'outils technologiques de pointe et de modèles d'exploitation différents.

Points d'intérêt local

Une annexe au présent avis est publiée dans tout territoire intéressé où des modifications sont apportées à la législation en valeurs mobilières locale, notamment à des avis ou à d'autres

² <https://www.gartner.com/en/documents/3996699>

L'outil de calcul du taux de salaire créé par Gartner présente les taux dans plus de 30 pays pour une sélection de services de TI. Il fait appel à des analyses de salaires recueillant des données sur la rémunération auprès de 65 000 sources dans le monde, dont des données sur les salaires de la fonction publique, des sites d'emploi et des entreprises privées. Les paramètres nord-américains ont été utilisés pour évaluer la hausse du taux de salaire.

³ Gartner, Statistica.

documents de politique locaux. Elle contient également toute autre information qui ne se rapporte qu'au territoire intéressé.

Consultation

Les intéressés sont invités à commenter tous les aspects du projet de modification.

Veillez transmettre vos commentaires écrits au plus tard le 19 février 2025.

Veillez les adresser aux membres des ACVM, comme suit :

British Columbia Securities Commission
Alberta Securities Commission
Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan
Commission des valeurs mobilières du Manitoba
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
Autorité des marchés financiers
Commission des services financiers et des services aux consommateurs, Nouveau-Brunswick
Nova Scotia Securities Commission
Financial and Consumer Services Division, Department of Justice and Public Safety, Île-du-Prince-Édouard
Office of the Superintendent of Securities, Terre-Neuve-et-Labrador
Bureau du surintendant des valeurs mobilières des Territoires du Nord-Ouest
Bureau du surintendant des valeurs mobilières du Yukon
Bureau du surintendant des valeurs mobilières du Nunavut

Veillez **n'**envoyer vos commentaires **qu'**aux adresses suivantes. Ils seront distribués aux autres membres des ACVM.

M^e Philippe Lebel
Secrétaire et directeur général des affaires juridiques
Autorité des marchés financiers
Place de la Cité, tour PwC
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Télécopieur : 514 864-6381
Courriel : consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

The Secretary
 Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
 20 Queen Street West
 22nd Floor, Box 55
 Toronto (Ontario) M5H 3S8
 Télécopieur : 416 593-2318
 Courriel : comments@osc.gov.on.ca

Nous ne pouvons préserver la confidentialité des commentaires parce que la législation en valeurs mobilières de certaines provinces exige la publication d'un résumé des commentaires écrits reçus pendant la période de consultation. Tous les commentaires seront affichés sur le site Web de l'Alberta Securities Commission au www.asc.ca, sur celui de l'Autorité des marchés financiers au www.lautorite.qc.ca et sur celui de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario au www.osc.ca. Nous invitons donc les intervenants à ne pas inclure de renseignements personnels directement dans les commentaires à publier.

Il importe de préciser en quel nom le mémoire est présenté.

Liste des annexes

Le présent avis comprend l'annexe suivante :

- Annexe A – Points d'intérêt local au Québec

Questions

Pour toute question, veuillez vous adresser aux membres suivants du personnel des ACVM :

<p><i>Autorité des marchés financiers</i></p> <p>Mathieu Laberge Avocat Direction des affaires juridiques mathieu.laberge@lautorite.qc.ca</p>	<p><i>Autorité des marchés financiers</i></p> <p>Sylvia Pateras Avocate Direction des affaires juridiques sylvia.pateras@lautorite.qc.ca</p>
<p><i>British Columbia Securities Commission</i></p> <p>Noreen Bent Chief, Corporate Finance Legal Services nbent@bcsc.bc.ca</p>	<p><i>British Columbia Securities Commission</i></p> <p>Ken Chow Senior Legal Counsel Corporate Finance Legal Services kchow@bcsc.bc.ca</p>

<p><i>Alberta Securities Commission</i></p> <p>Duncan Pardoe Legal Counsel, Office of the General Counsel Duncan.Pardoe@asc.ca</p>	<p><i>Financial and Consumer Services Commission Authority of Saskatchewan</i></p> <p>Sonne Udemgba, Director, Legal, Securities Division Financial and Consumer Affairs sonne.udemgba@gov.sk.ca</p>
<p><i>Commission des valeurs mobilières du Manitoba</i></p> <p>Leigh-Anne Mercier General Counsel leigh-anne.mercier@gov.mb.ca</p>	<p><i>Commission des valeurs mobilières de l'Ontario</i></p> <p>Ashley Hsu Legal Counsel, General Counsel's Department ahsu@osc.gov.on.ca</p>
<p><i>Commission des services financiers et des services aux consommateurs (Nouveau-Brunswick)</i></p> <p>Ray Burke Responsable, Financement des sociétés ray.burke@fcnb.ca</p>	<p><i>Nova Scotia Securities Commission</i></p> <p>Doug Harris General Counsel, Director of Market Regulation and Policy and Secretary Doug.Harris@novascotia.ca</p>

ANNEXE A

POINTS D'INTÉRÊT LOCAL AU QUÉBEC

1. Introduction

La présente annexe publiée par l'Autorité des marchés financiers (l'**Autorité**) expose les enjeux propres au Québec en complément de l'Avis de consultation des ACVM (l'**avis des ACVM**).

Il y a lieu de se reporter à l'avis des ACVM pour connaître l'objet du projet de modification (le **projet de modification**) du *Règlement 13-102 sur les droits relatifs au système* et en consulter le résumé. Le projet de modification est publié avec l'avis des ACVM.

2. Pouvoir réglementaire

Le projet de modification décrit dans l'avis des ACVM sera mis en œuvre en vertu du paragraphe 9 du premier alinéa de l'article 331 de la *Loi sur les valeurs mobilières* (la **Loi**) :

- le paragraphe 9 prévoit que l'Autorité peut, par règlement, prescrire les droits exigibles pour toute formalité prévue par la Loi ou les règlements et pour les services qu'elle fournit, ainsi que les modalités de paiement.

3. Parties prenantes touchées par le projet de modification

3.1 Grand public

Par le truchement des systèmes pancanadiens des ACVM, le grand public peut obtenir l'information réglementaire, notamment celle à rendre publique, dont les dossiers déposés par les émetteurs au moyen de SEDAR+.

3.2 Déposants

Les déposants (c'est-à-dire les émetteurs, les personnes inscrites et les autres participants au marché) utilisent SEDAR+ et la BDNI pour leurs activités d'inscription, le dépôt de documents réglementaires auprès des autorités en valeurs mobilières et le respect de leurs obligations d'information¹.

En fonction du volume de dépôts entre les mois d'août 2023 et de juillet 2024, on estime que 12 858 déposants seront touchés à l'échelle du pays, dont 3 627 personnes inscrites déposant par l'intermédiaire de la BDNI et 9 231 organisations déposant par le truchement de SEDAR+ (notamment les émetteurs, les groupes de fonds, les fonds émetteurs et les tiers déposants). De ce

¹ Les droits relatifs au système sont établis selon le type et le nombre de dossiers transmis. Les émetteurs et personnes inscrites ne déposent pas tous des dossiers réglementaires chaque année. Par exemple, si certains émetteur assujettis déposent régulièrement des dossiers afin de respecter leurs obligations d'information continue, d'autres le font uniquement à l'occasion de certaines activités, notamment une collecte de capitaux ou l'inscription de nouveaux employés. Certains déposants peuvent également déposer divers types de dossiers au moyen de SEDAR+ et de la BDNI.

nombre, 1 278 déposants seront touchés au Québec, soit 216 personnes inscrites déposant par l'intermédiaire de la BDNI et 1 062 organisations déposant par le truchement de SEDAR+.

La figure 1 présente de façon détaillée les droits de dépôt acquittés par les déposants au Canada et au Québec, y compris les frais réglementaires et les droits relatifs au système actuels, ainsi que leur augmentation proposée.

Figure 1: Droits de dépôt au Canada et au Québec

Région	Système de dépôt	Nombre de déposants acquittant des droits de dépôt ²	Frais réglementaires	Droits relatifs au système (millions de \$)		Augmentation proposée exprimée en pourcentage des droits totaux
				Actuels	Augmentation proposée	
Canada	SEDAR+	9 231	246,3	10,1	6,1	2,4 %
	BDNI	3 627	225,4	12,0	7,2	3 %
	Total	12 858	471,7	22,1	13,3	2,7 %
Québec	SEDAR+	1 062	58,4	0,8	0,5	1 %
	BDNI	216	39,3	2,1	1,3	3,1 %
	Total	1 278	97,7	2,9	1,7	1,7 %

Note : L'augmentation proposée des droits relatifs au système est établie en fonction du volume de dépôts entre les mois d'août 2023 et de juillet 2024³.

Source : SEDAR+, BDNI.

3.3 ACVM

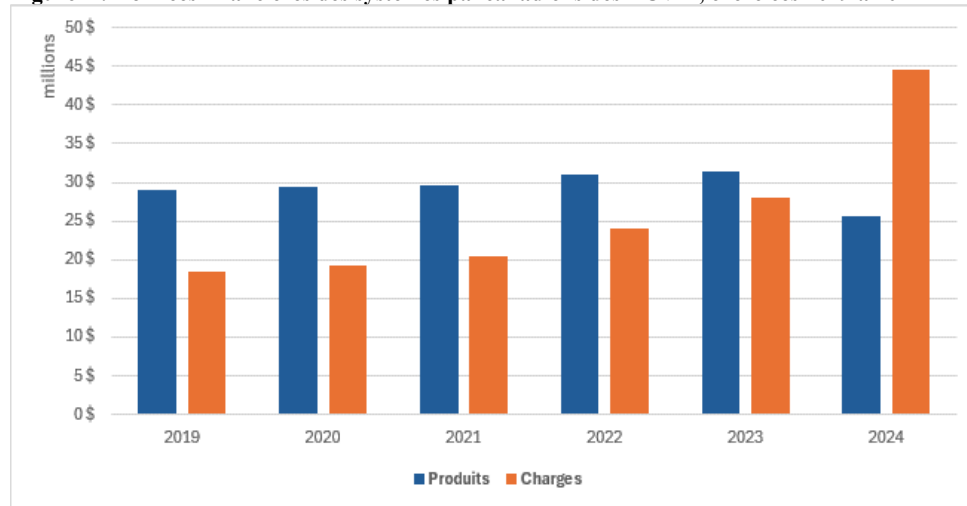
Les systèmes pancanadiens des ACVM constituent l'interface principale entre les entités réglementées et chacune des autorités provinciales et territoriales en valeurs mobilières. Ils sont largement financés à partir des droits versés par les participants au marché lors du dépôt de leurs documents au moyen de SEDAR+ et de la BDNI.

Sous l'action conjuguée des modifications tarifaires instaurées dans la nouvelle structure du Règlement 13-102 en 2023 et de l'évolution des tendances en matière de dépôts, les produits annuels tirés de ces droits ont reculé de 18 %. Combinée à la hausse des coûts liés aux TI des dernières années, cette situation a placé les systèmes pancanadiens des ACVM en déficit pour l'exercice 2024 (voir la figure 2 ci-après).

² Le nombre de déposants est fondé sur les numéros uniques de profil SEDAR+ et dans la BDNI.

³ Les frais réglementaires de SEDAR+ excluent les frais pour dépôt tardif.

Figure 2 : Données financières des systèmes pancanadiens des ACVM, exercices 2019 à 2024



Source : Systèmes pancanadiens des ACVM

4. Incidence du projet de modification sur chaque aspect du mandat de l'Autorité

L'Autorité tient compte de l'incidence de tout projet de modification réglementaire sur son mandat, qui consiste à :

- promouvoir l'efficacité des marchés des valeurs mobilières;
- protéger les investisseurs contre les pratiques déloyales, abusives ou frauduleuses;
- régir l'information à communiquer aux porteurs de titres et au public concernant ces titres et les personnes qui en effectuent le placement;
- définir le cadre des activités des professionnels des marchés des valeurs mobilières et des organismes chargés du fonctionnement des marchés boursiers.

Comme il est indiqué ci-après, le projet de modification aura des répercussions sur chacun des aspects du mandat de l'Autorité.

Les systèmes pancanadiens des ACVM offrent aux participants aux marchés des capitaux et investisseurs canadiens un référentiel central qui permet à la fois de soumettre et d'obtenir l'information réglementaire, notamment celle à rendre publique. Grâce au remplacement des systèmes sur mesure, obsolètes et fragmentés de dépôt et de présentation d'information réglementaire par une plateforme centralisée, SEDAR+ améliore l'accès à l'information des participants au marché, ce qui accroît la transparence des marchés des capitaux puisque les investisseurs peuvent rapidement consulter l'information pertinente concernant un émetteur et investir plus efficacement.

5. Coûts et avantages prévus

5.1 Avantages pour les parties prenantes

5.1.1 Grand public

Les systèmes pancanadiens des ACVM constituent une source d'information publique, centralisée et conviviale. Le projet de modification permettra d'en assurer la pérennité de sorte que le grand public continuera d'y trouver rapidement de l'information au sujet des marchés des capitaux au pays.

5.1.2 ACVM

La hausse des droits relatifs au système est nécessaire au financement adéquat des systèmes pancanadiens des ACVM pour les cinq prochaines années. Les membres des ACVM sont tributaires du fonctionnement de ces systèmes pour s'acquitter de leurs mandats et atteindre leur objectifs réglementaires respectifs.

5.1.3 Déposants

Les systèmes pancanadiens des ACVM constituent un système centralisé au moyen duquel les déposants soumettent des documents obligatoires auprès des autorités en valeurs mobilières et acquittent les droits de dépôt. Par ailleurs, le barème de droits fixes introduit en 2023 accroît l'efficacité administrative pour les déposants. Les droits relatifs au système effectivement payés dépendant principalement des tendances de dépôt et du volume d'utilisation, leur majoration devrait toucher équitablement tous les participants au marché. En raison de leur volume de dépôt, les grandes sociétés connaîtront donc une augmentation plus importante que les petites.

5.2 Coûts pour les parties prenantes

5.2.1 Grand public

Il n'y a aucun coût direct pour le grand public puisque les droits relatifs au système sont acquittés par les déposants qui soumettent des documents au moyen de SEDAR+ et de la BDNI.

5.2.2 ACVM

Il n'y a aucun coût direct pour les membres des ACVM puisque les droits relatifs au système sont acquittés par les déposants qui soumettent des documents au moyen de SEDAR+ et de la BDNI.

5.2.3 Déposants

Nous supposons que les déposants disposent déjà de politiques et de procédures régissant les processus de dépôt au moyen de SEDAR+ et de la BDNI. Le projet de modification ne devrait donc pas leur occasionner de coûts de conformité additionnels puisqu'ils n'auront pas à les modifier.

Les coûts réglementaires incombant aux déposants ont été évalués d'après le volume total et les

tendances de dépôt des parties prenantes entre les mois d'août 2023 et de juillet 2024. Tous les déposants touchés (notamment les organisations abonnées à SEDAR+ et à la BDNI) devraient connaître une augmentation des droits relatifs au système de 13 millions de dollars à l'échelle canadienne durant la première année de la mise en œuvre du projet de modification (se reporter à la figure 1 plus haut).

En fonction des données recueillies entre les mois d'avril 2023 et de mars 2024, 96 % des déposants SEDAR+ et 92 % des déposants BDNI ayant versé des droits relatifs au système constateront que la majoration représentera moins de 2 500 \$ (se reporter à la figure 3 ci-après). Par ailleurs, cette hausse se chiffrera à moins de 100 \$ pour environ 46 % des déposants SEDAR+ et 10 % des déposants BDNI.

S'agissant des petits participants au marché, la modification tarifaire ne constitue pas une barrière à l'entrée. Les gestionnaires de fonds d'investissement et les grandes institutions financières qui gèrent plusieurs personnes inscrites aux volumes de dépôt importants connaîtront des augmentations plus substantielles.

Figure 3: Répartition de la hausse proposée des droits relatifs au système entre les déposants au Canada

Système de dépôt	Nombre de déposants ayant acquitté des droits relatifs au système ⁴	% des déposants ayant acquitté des droits relatifs au système			
		0-0,1 k\$	0,1-1 k\$	1-2,5 k\$	Plus de 2,5 k\$
SEDAR+	9 165	46 %	39 %	11 %	4 %
BDNI	1 572	10 %	73 %	9 %	8 %

Note : en fonction du volume de dépôt entre les mois d'août 2023 et de juillet 2024.

Source : SEDAR+, BDNI.

6. Résumé comparatif des coûts et avantages

Les déposants devraient connaître une augmentation des droits relatifs au système de 13 millions de dollars à l'échelle canadienne durant la première année de la mise en œuvre du projet de modification et ce, en fonction du volume de dépôt enregistré entre les mois d'août 2023 et de juillet 2024. Une hausse de 3 % chacune des quatre années suivantes sera à prévoir. Si les avantages du projet de modification ne peuvent être quantifiés avec exactitude, nous sommes d'avis qu'ils en dépassent les coûts puisque le maintien du fonctionnement des systèmes pancanadiens des ACVM est essentiel à la transparence et à l'efficacité des marchés des capitaux du pays.

7. Description des solutions de rechange envisagées

Les ACVM ont envisagé le statu quo et le maintien des droits actuellement prévus dans le Règlement 13-102; seulement, cette option est inenvisageable puisque les systèmes pancanadiens des ACVM seraient sous-financés. En réalité, après l'introduction de la nouvelle mouture du Règlement 13-102 en 2023, les ACVM avaient déjà diminué les dépenses liées à ceux-ci à un point tel que des réductions supplémentaires auraient nui aux services offerts ainsi qu'à la viabilité des

⁴ Le nombre de déposants est fondé sur les numéros uniques de profil SEDAR+ et dans la BDNI.

systemes. À l'issue d'un examen approfondi de cette solution, les ACVM ont déterminé que la hausse des droits relatifs au système présentée dans le projet de modification était nécessaire pour couvrir les coûts de fonctionnement de leurs systèmes les cinq prochaines années.

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 13-102 SUR LES DROITS RELATIFS AU SYSTÈME

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1, a. 331, 1^{er} al., par. 9°)

1. L'article 3 du Règlement 13-102 sur les droits relatifs au système (chapitre V-1.1, r. 2.2) est modifié par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant :

« 1) La personne visée dans la colonne A de l'annexe A qui transmet un dossier du type indiqué dans la colonne B de cette annexe verse à cet égard à son autorité principale les droits relatifs au système prévus dans la colonne C de cette annexe pour la période de référence correspondant à la date de transmission du dossier. ».

2. L'article 4 ce règlement est modifié par l'insertion, après « l'annexe B », de « pour la période de référence correspondant à cette date ».

3. Les annexes A et B de ce règlement sont remplacées par les suivantes :

« ANNEXE A DROITS RELATIFS AU SYSTÈME

Dans la présente annexe, on entend par :

« demande » : une demande de décision de l'agent responsable, sauf au Québec, ou de l'autorité en valeurs mobilières, transmise au moyen de SEDAR+, à l'exclusion d'un dépôt préalable;

« dépôt préalable » : une demande de consultation adressée à l'autorité principale à propos de l'application générale de la législation en valeurs mobilières ou des directives en valeurs mobilières ou de leur application à une opération ou question particulière ou envisagée.

Rubrique	Colonne A	Colonne B	Colonne C				
			Périodes de référence et droits relatifs au système payables				
			Du 30/11/2025 au 29/11/2026	Du 30/11/2026 au 29/11/2027	Du 30/11/2027 au 29/11/2028	Du 30/11/2028 au 29/11/2029	Après le 29/11/2029
1	Société parrainante – à l'égard d'une personne physique inscrite	Demande d'inscription ou de réactivation de l'inscription	138 \$	143 \$	148 \$	153 \$	158 \$
2	Courtier international ou conseiller international	Avis annuel de recours à la dispense d'inscription à titre de courtier ou à la dispense d'inscription à titre de conseiller	560 \$	577 \$	595 \$	613 \$	632 \$

Rubrique	Colonne A	Colonne B	Colonne C				
			Périodes de référence et droits relatifs au système payables				
			Du 30/11/2025 au 29/11/2026	Du 30/11/2026 au 29/11/2027	Du 30/11/2027 au 29/11/2028	Du 30/11/2028 au 29/11/2029	Après le 29/11/2029
3	Fonds d'investissement qui est émetteur assujetti	États financiers annuels	840 \$	866 \$	892 \$	919 \$	947 \$
4	Fonds d'investissement	Prospectus ordinaire provisoire, projet de prospectus ordinaire ou prospectus ordinaire provisoire et projet de prospectus ordinaire combinés	3 520 \$, peu importe si le prospectus ordinaire applicable vise le placement de titres d'un ou de plusieurs fonds d'investissement	3 626 \$, peu importe si le prospectus ordinaire applicable vise le placement de titres d'un ou de plusieurs fonds d'investissement	3 735 \$, peu importe si le prospectus ordinaire applicable vise le placement de titres d'un ou de plusieurs fonds d'investissement	3 848 \$, peu importe si le prospectus ordinaire applicable vise le placement de titres d'un ou de plusieurs fonds d'investissement	3 964 \$, peu importe si le prospectus ordinaire applicable vise le placement de titres d'un ou de plusieurs fonds d'investissement
		Prospectus simplifié provisoire, projet de prospectus simplifié ou prospectus simplifié provisoire et projet de prospectus simplifié combinés	3 520 \$, peu importe si le prospectus simplifié applicable vise le placement de titres d'un ou de plusieurs fonds d'investissement	3 626 \$, peu importe si le prospectus simplifié applicable vise le placement de titres d'un ou de plusieurs fonds d'investissement	3 735 \$, peu importe si le prospectus simplifié applicable vise le placement de titres d'un ou de plusieurs fonds d'investissement	3 848 \$, peu importe si le prospectus simplifié applicable vise le placement de titres d'un ou de plusieurs fonds d'investissement	3 964 \$, peu importe si le prospectus simplifié applicable vise le placement de titres d'un ou de plusieurs fonds d'investissement
5	Émetteur assujetti autre qu'un fonds d'investissement	États financiers annuels	1 224 \$	1 261 \$	1 299 \$	1 338 \$	1 379 \$
6	Émetteur assujetti, autre qu'un fonds d'investissement, non admissible au régime du prospectus simplifié	Notice annuelle	688 \$	709 \$	731 \$	753 \$	776 \$
7	Fonds d'investissement non admissible au régime du prospectus simplifié	Notice annuelle	688 \$	709 \$	731 \$	753 \$	776 \$
8	Émetteur assujetti	Notice annuelle	4 048 \$	4 170 \$	4 296 \$	4 425 \$	4 558 \$

Rubrique	Colonne A	Colonne B	Colonne C				
			Périodes de référence et droits relatifs au système payables				
			Du 30/11/2025 au 29/11/2026	Du 30/11/2026 au 29/11/2027	Du 30/11/2027 au 29/11/2028	Du 30/11/2028 au 29/11/2029	Après le 29/11/2029
	admissible au régime du prospectus simplifié						
9	Émetteur autre qu'un fonds d'investissement	Prospectus ordinaire provisoire	1 520 \$	1 566 \$	1 613 \$	1 662 \$	1 712 \$
		Prospectus provisoire déposé en vertu d'un texte relatif aux sociétés de capital de démarrage					
		Prospectus simplifié provisoire, prospectus préalable provisoire ou prospectus provisoire RIM	2 400 \$	2 472 \$	2 547 \$	2 624 \$	2 703 \$
10	Tous les déposants	Note d'information relative à une offre publique d'achat ou note d'information relative à une offre publique de rachat déposée en vertu de la partie 2 du Règlement 62-104 sur les offres publiques d'achat et de rachat (chapitre V-1.1, r. 35)	560 \$	577 \$	595 \$	613 \$	632 \$
11	Émetteur autre qu'un fonds d'investissement	Notice de placement de droits	2 400 \$	2 472 \$	2 547 \$	2 624 \$	2 703 \$
12	Tous les déposants	Déclaration de placement avec dispense	64 \$	66 \$	68 \$	71 \$	74 \$
13	Tous les déposants	Dépôt préalable	560 \$	577 \$	595 \$	613 \$	632 \$

Rubrique	Colonne A	Colonne B	Colonne C					
			Périodes de référence et droits relatifs au système payables					
			Du 30/11/2025 au 29/11/2026	Du 30/11/2026 au 29/11/2027	Du 30/11/2027 au 29/11/2028	Du 30/11/2028 au 29/11/2029	Après le 29/11/2029	
		transmis au moyen de SEDAR+						
14	Tous les déposants	<p>Demande à transmettre au moyen de SEDAR+ en vertu du Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+) (chapitre V-1.1, r. 2.3) :</p> <p>a) si un dépôt préalable visé à la rubrique 13 a été transmis à l'égard de la demande,</p> <p>b) dans tout autre cas.</p>	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	
			560 \$	577 \$	595 \$	613 \$	632 \$	

**« ANNEXE B
DROITS RELATIFS AU SYSTÈME**

Colonne A	Colonne B	Colonne C				
		Périodes de référence et droits relatifs au système payables				
		Du 30/11/2025 au 29/11/2026	Du 30/11/2026 au 29/11/2027	Du 30/11/2027 au 29/11/2028	Du 30/11/2028 au 29/11/2029	Après le 29/11/2029
Société parrainante – à l'égard de chaque personne physique inscrite qu'elle parraine	Renouvellement de l'inscription annuelle	138 \$	143 \$	148 \$	153 \$	158 \$

».

4. 1° Le présent règlement entre en vigueur le (indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement).

2° En Saskatchewan, malgré le paragraphe 1, le présent règlement entre en vigueur à la date de son dépôt auprès du registraire des règlements si celle-ci tombe après le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement*).

Draft Regulation

Securities Act
(chapter V-1.1, s. 331, 1st par., par. (9))

Regulation to amend Regulation 13-102 respecting System Fee

Notice is hereby given by the *Autorité des marchés financiers* (the "Authority") that, in accordance with section 331.2 of the *Securities Act*, chapter V-1.1, the following Regulation, the text of which is published hereunder, may be made by the Authority and subsequently submitted to the Minister of Finance for approval, with or without amendment, after 90 days have elapsed since its publication in the Bulletin of the Authority:

- *Regulation to amend Regulation 13-102 respecting System Fee*

Request for comment

Comments regarding the above may be made in writing by **February 19, 2025**, to the following:

Me Philippe Lebel
Secrétaire et directeur général des affaires juridiques
Autorité des marchés financiers
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Fax : (514) 864-6381
E-mail : consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Further information

Further information is available from:

Mathieu Laberge
Senior Legal Counsel, Legal Affairs
mathieu.laberge@lautorite.qc.ca

Sylvia Pateras
Senior Legal Counsel, Legal Affairs
sylvia.pateras@lautorite.qc.ca

November 21, 2024



CSA Notice and Request for Comment

Draft Regulation to amend Regulation 13-102 respecting System Fees

November 21, 2024

Introduction

The Canadian Securities Administrators except the British Columbia Securities Commission (the CSA or we) are publishing for a 90-day comment period draft amendments (the **Draft Amendments**) to *Regulation 13-102 respecting System Fees (Regulation 13-102)*¹. The British Columbia Securities Commission is not publishing the draft amendments and changes for comment at this time while it awaits necessary government approvals.

The text of the Draft Amendments is published with this notice and will also be available on the websites of CSA jurisdictions, including:

www.bcsc.bc.ca

www.albertasecurities.com

www.fcaa.gov.sk.ca

www.mbsecurities.ca

www.osc.gov.on.ca

www.lautorite.qc.ca

www.fcmb.ca

nssc.novascotia.ca

Substance and Purpose

The CSA is proposing to introduce an updated system fee regime with annual increases in system fees over a 5-year period commencing late 2025. Under the Draft Amendments:

- the total system fees collected by the CSA will increase,
- no new system fees are introduced,
- system fees remain established on a cost-recovery basis, and
- the flat-fee structure is retained.

¹ While the Manitoba Securities Commission is not a participant in Regulation 13-102, it is a participant in the system fee regime as a result of Regulation 158/2013 under *The Securities Act* (Manitoba). It is anticipated that the Draft Amendments would be reflected in corresponding changes to Regulation 158/2013.

We note that system fees fund the costs of the technology systems shared by the CSA and its members and are separate from any regulatory or other fees a user may be required to pay in any province or territory.

Background

In 2013, Regulation 13-102 was adopted to replace the filing service charge schedules under the SEDAR Filer Manual and the NRD User Guide. On adopting Regulation 13-102, the CSA reduced some fee rates but retained the fee structure from the filing service charge schedules, which required fees to be paid to principal and non-principal regulators in differing amounts. These fee reductions were made in response to the underlying costs of operating the national systems having been reduced at that time.

In 2019, the CSA proposed that Regulation 13-102 be repealed and replaced so that the principal and non-principal regulator system fees could be replaced with flat fees per filing type paid only to a filer's principal regulator. This change simplified the system fee regime for filers and was implemented when SEDAR+ went live in July 2023. This change also removed system fees for certain filing types and introduced some new fees. The system fee changes under this new structure, combined with changes in filing patterns, reduced the annual system fee revenue by 18%. As a result, fiscal 2024 system fee revenue was less than the fiscal 2013 system fee revenue.

When this change was proposed in 2019, the accelerated growth in IT labour costs for both system development and operations (including SEDAR+), could not have been anticipated. From 2021 to 2024, the labour costs for IT services increased between 35% and 45%, outpacing costs growth in other sectors². These IT labour costs are expected to continue increasing at a steady pace over the next few years.

The CSA's experience with cost increases is consistent with external research³, which shows that IT costs have increased significantly across all industries in recent years due to several factors, including higher technology costs, higher cybersecurity risk mitigation costs and higher specialized labour costs.

Summary of the Draft Amendments

The CSA is proposing to increase system fees to better align system fee revenues with projected national systems operating costs over the next 5 years.

To meet current national systems funding needs, the CSA is proposing a 60% system fee increase in November 2025 and 3% increases in each of the following four years. The proposed system fee increase will be less than \$2,500 for 95% of filing and registrant organizations and less than \$1,000 for 85% of filing and registrant organizations, in the first year.

² <https://www.gartner.com/en/documents/3996699>

The Gartner Labor Rate Tool provides rates for 30+ countries for a selection of IT services. It uses salary analysis, which sources salary data from 65,000 global sources including government salary data, job boards, and corporate sources to collect compensation data. North American parameters were used to assess labor rate increases.

³ Gartner, Statistica

These system fee increases are necessary to ensure sufficient funding to operate the CSA's national systems over those five years. Since system fees continue to be based on the type and number of filings submitted and the number of individual registrants, the proportional fee increases will equitably impact all market segments.

We are reviewing whether the CSA can develop and operate national systems more effectively and efficiently. As part of that review, the CSA is developing a long-term strategic plan for the national systems that considers use of the latest technology tools and alternative operating models.

Local Matters

An annex is being published in any local jurisdiction that is making related changes to local securities laws, including local notices or other policy instruments in that jurisdiction. It also includes any additional information that is relevant to that jurisdiction only.

Request for Comments

We welcome your comments on all aspects of the Draft Amendments.

Please submit your comments in writing on or before February 19, 2025.

Address your submission to all of the CSA as follows:

British Columbia Securities Commission
Alberta Securities Commission
Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan
Manitoba Securities Commission
Ontario Securities Commission
Autorité des marchés financiers
Financial and Consumer Services Commission, New Brunswick
Nova Scotia Securities Commission
Financial and Consumer Services Division, Justice and Public Safety, Prince Edward Island
Office of the Superintendent of Securities, Newfoundland and Labrador
Office of the Superintendent of Securities, Northwest Territories
Office of the Yukon Superintendent of Securities
Office of the Superintendent of Securities, Nunavut

Deliver your comments **only** to the addresses below. Your comments will be distributed to the other participating CSA regulators.

M^e Philippe Lebel
Corporate Secretary and Executive Director, Legal Affairs
Autorité des marchés financiers
Place de la Cité, tour PwC
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Fax : 514 864-6381
[E-mail: consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

The Secretary
 Ontario Securities Commission
 20 Queen Street West
 22nd Floor, Box 55
 Toronto, Ontario M5H 3S8
 Fax: 416 593-2318
[E-mail: comments@osc.gov.on.ca](mailto:comments@osc.gov.on.ca)

We cannot keep submissions confidential because securities legislation in certain provinces requires publication of the written comments received during the comment period. All comments received will be posted on the websites of each of the Alberta Securities Commission at www.albertasecurities.com, the Autorité des marchés financiers at www.lautorite.qc.ca and the Ontario Securities Commission at www.osc.gov.on.ca. You should not include personal information directly in comments as the comments will be published and publicly available.

It is important that you state on whose behalf you are making the submission.

List of Annexes

This notice contains the following annex:

- Annex A – Québec local matters

Questions

Please refer your questions to any of the following:

<p><i>Autorité des marchés financiers</i></p> <p>Mathieu Laberge Senior Legal Counsel, Legal Affairs mathieu.laberge@lautorite.qc.ca</p>	<p><i>Autorité des marchés financiers</i></p> <p>Sylvia Pateras Senior Legal Counsel, Legal Affairs sylvia.pateras@lautorite.qc.ca</p>
<p><i>British Columbia Securities Commission</i></p> <p>Noreen Bent Chief, Corporate Finance Legal Services nbent@bcsc.bc.ca</p>	<p><i>British Columbia Securities Commission</i></p> <p>Ken Chow Senior Legal Counsel Corporate Finance Legal Services kchow@bcsc.bc.ca</p>

<p><i>Alberta Securities Commission</i></p> <p>Duncan Pardoe Legal Counsel, Office of the General Counsel Duncan.Pardoe@asc.ca</p>	<p><i>Financial and Consumer Services Commission Authority of Saskatchewan</i></p> <p>Sonne Udemgba, Director, Legal, Securities Division Financial and Consumer Affairs sonne.udemgba@gov.sk.ca</p>
<p><i>Manitoba Securities Commission</i></p> <p>Leigh-Anne Mercier General Counsel leigh-anne.mercier@gov.mb.ca</p>	<p><i>Ontario Securities Commission</i></p> <p>Ashley Hsu Legal Counsel, General Counsel's Department ahsu@osc.gov.on.ca</p>
<p><i>Financial and Consumer Services Commission (New Brunswick)</i></p> <p>Ray Burke Manager, Corporate Finance ray.burke@fcnbc.ca</p>	<p><i>Nova Scotia Securities Commission</i></p> <p>Doug Harris General Counsel, Director of Market Regulation and Policy and Secretary Doug.Harris@novascotia.ca</p>

ANNEX A

QUÉBEC LOCAL MATTERS

1. Introduction

This Annex to the accompanying CSA Notice and Request for Comment (**CSA Notice**) sets out matters relevant to Québec. The Autorité des marchés financiers (**AMF**) is publishing this Annex to supplement the CSA Notice.

Please refer to the CSA Notice for a discussion of the substance and purpose of the draft amendments (the **Draft Amendments**) to *Regulation 13-102 respecting System Fees*, and a summary of the Draft Amendments. The Draft Amendments are published with the CSA Notice.

2. Authority for the Draft Amendments

The Draft Amendments described in the CSA Notice will be made under subparagraph (9) of the first paragraph 1 of section 331 of the *Securities Act* (the **Act**):

- Subparagraph 9 of the first paragraph of section 331 provides that the AMF, may, by regulation, prescribe the fees payable for any formality provided for in the Act or the regulations and for services rendered by the AMF, and the terms and conditions of payment.

3. Stakeholders affected by the Draft Amendments

3.1 General Public

Through the CSA National Systems, the general public is able to obtain information pertaining to regulatory compliance and disclosure, including public filings of issuers on SEDAR+.

3.2 Filers

Filers (i.e. issuers, registrants and other market participants) use SEDAR+ and NRD for registration activities, submission of regulatory documents, and making disclosure requirements to securities regulators.¹

Based on filing volume from August 2023 to July 2024, it is estimated that 12,858 filers will be impacted Canada-wide including 3,627 registrant filers through NRD and 9,231 filing organizations through SEDAR+ (including issuers, fund groups, fund issuers, and third-party

¹ Note that system fees are based on the type and number of filings submitted. Some issuers and registrants do not submit regulatory filings every year. For example, while some reporting issuers may submit regular filings to meet their continuous disclosure obligations, other issuers and registrants may only submit filings when triggered by various activities, such as capital raising or the registration of new staff. Furthermore, some filers may make different types of filings on both SEDAR+ and NRD.

filers). Of this number, 1,278 filers will be impacted in Québec including 216 registrant filers through NRD and 1,062 filing organizations through SEDAR+.

Figure 1 below illustrates in more detail the filing fees for filers across Canada and in Québec, including the current regulatory fees and system fees, and the proposed increase in system fees.

Figure 1: Filing Fees in Canada and Québec

Coverage	Filing system	Number of filers with filing fees ²	Regulatory fees	System fees, \$m		Proposed increase as % of total fees
				Current	Proposed increase	
Canada	SEDAR+	9,231	246.3	10.1	6.1	2.4%
	NRD	3,627	225.4	12.0	7.2	3%
	Total	12,858	471.7	22.1	13.3	2.7%
Québec	SEDAR+	1,062	58.4	0.8	0.5	1%
	NRD	216	39.3	2.1	1.3	3.1%
	Total	1,278	97.7	2.9	1.7	1.7%

Note: Proposed increase in system fees is based on filing volumes for August 2023-July 2024.³

Source: SEDAR+, NRD.

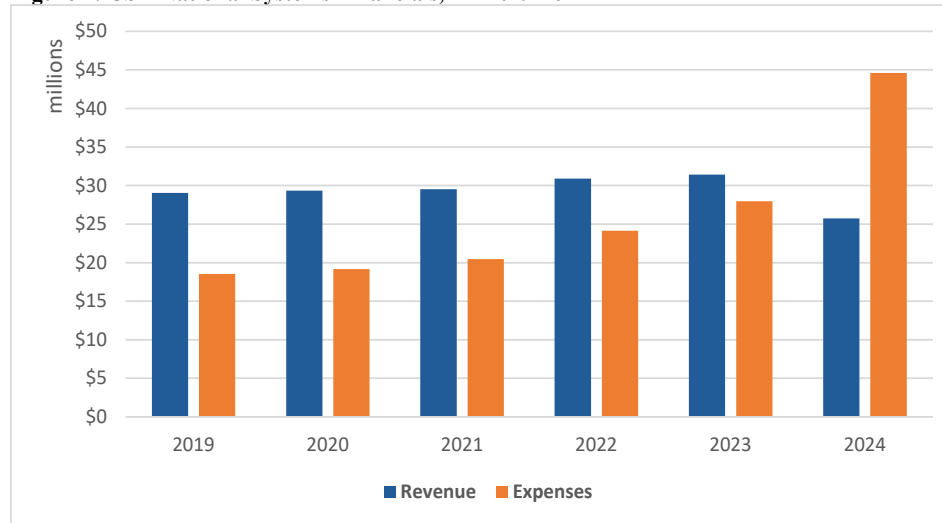
3.3 CSA

The CSA National Systems are the primary interface between regulated entities and each provincial and territorial securities regulator. The CSA National Systems are largely funded by system fees collected from market participants when filing within the SEDAR+ and NRD systems.

The system fee changes under the new structure of Regulation 13-102 introduced in 2023, combined with changes in filing pattern, reduced the annual system fee revenue by 18%. This, combined with the increase in IT costs in recent years, resulted in a deficit for the CSA National Systems in fiscal year 2024 (see Figure 2 below).

² Number of filers is based on unique SEDAR+ Profile Numbers and NRD Numbers.

³ SEDAR+ regulatory fees exclude late fees.

Figure 2: CSA National Systems Financials, FY 2019-2024

Source: CSA National Systems

4. Impact of the Draft Amendments on each of the AMF mandate components

The AMF considers the impact of proposed rulemaking on the AMF's mandate to:

- promote efficiency in the securities market;
- protect investors against unfair, improper or fraudulent practices;
- regulate the information that must be disclosed to security holders and to the public in respect of persons engaging in the distribution of securities and in respect of the securities issued by these persons;
- define a framework for the activities of the professionals of the securities market and organizations responsible for the operation of a stock market.

As described below, the Draft Amendments will impact each of the components of the AMF's mandate.

The CSA National Systems provide a central repository for Canadian capital markets participants and investors to submit and obtain information pertaining to regulatory compliance and disclosure. SEDAR + facilitates improved access to market participants' information by replacing outdated and fragmented custom-built regulatory filing and disclosure systems with a centralized platform. This enhances transparency in the capital markets as investors can access pertinent issuer information on a timely basis and can allocate their funds to investments more efficiently.

5. Anticipated costs and benefits

5.1 Benefits to stakeholders

5.1.1 General Public

The CSA National Systems serve as a centralized and user-friendly source of information for the general public. The Draft Amendments will keep the CSA National Systems operational so it can continue to serve to the general public as a timely source of information about Canadian capital markets.

5.1.2 CSA

The increase in system fees is necessary to ensure sufficient funding to operate the CSA National Systems over these next 5 years. CSA members depend on the functioning of these systems to achieve their respective mandates and regulatory objectives.

5.1.3 Filers

The CSA National Systems function as a centralized system where filers make required submissions to securities regulators and pay filing fees. The flat fee design introduced in 2023 also increases administrative efficiency for filers. As system fees paid by filers are determined primarily by filing behaviour and volume of system use, the fee increases are expected to equitably impact all market participants. Therefore, larger firms are expected to incur more system fees than smaller firms due to filing volume.

5.2 Costs to stakeholders

5.2.1 General Public

There are no direct costs to the general public as the system fees are paid by filers filing within the SEDAR+ and NRD systems.

5.2.2 CSA

There are no direct costs to the CSA members as the system fees are paid by filers filing within the SEDAR+ and NRD systems.

5.2.3 Filers

We assume that filers already have policies and procedures in place governing the SEDAR+ and NRD filing processes. There are no anticipated incremental compliance costs to filers as a result of the Draft Amendments as filers will not be making changes to policies and procedures governing the filing process.

Regulatory costs to be borne by filers were estimated using the total filing volume and stakeholder filing behaviour from August 2023 to July 2024. All filers impacted (including SEDAR+ filing

and NRD registrant organizations) are expected to, altogether, incur increases in system fees of \$13 million across Canada in the first year following the Draft Amendments (see Figure 1 above).

Based on system filing fees paid from April 2023 to March 2024, 96% of SEDAR+ filers and 92% of NRD registrant filers that paid system fees will see a system fee increase of less than \$2,500 (see Figure 3 below). Furthermore, approximately 46% of SEDAR+ filers and 10% of NRD registrant filers will have a system fee increase of less than \$100.

For smaller market participants, the system fee changes do not present a barrier to entry. Investment fund managers and large financial institutions that manage several registrants with higher filing volumes will experience greater increases.

Figure 3: Distribution of proposed system fees increases for filers in Canada

Filing system	Number of filers with system fees ⁴	% of filers with system fees			
		\$0-0.1k	\$0.1-1k	\$1-2.5k	More than \$2.5k
SEDAR+	9,165	46%	39%	11%	4%
NRD	1,572	10%	73%	9%	8%

Note: Based on filing volumes from August 2023 to July 2024.

Source: SEDAR+, NRD.

6. Summary comparison of costs and benefits

We expect filers to incur an increase in system fees of \$13 million across Canada in the first year of the Draft Amendments based on volume of filings recorded from August 2023 to July 2024. This will be followed by an increase of 3% in each of the following 4 years. Although the benefits of the Draft Amendments cannot be accurately quantified, we are of the view that these benefits outweigh the costs as the continuing operation of the CSA National Systems is critical to transparency and efficiency in the Canadian capital markets.

7. Description of alternatives considered

The CSA considered maintaining the status quo and retaining the current fees set out in Regulation 13-102. This option was not feasible as there would be insufficient funding to continue operating the CSA National Systems. In fact, following the introduction of the new Regulation 13-102 in 2023, the CSA had already reduced CSA National Systems spending to the point where additional reductions would negatively impact services and the viability of the systems. Based on a thorough consideration of this option, the CSA determined the system fee increases reflected in the Draft Amendments to be necessary to cover the operating costs of the CSA National Systems over the next 5 years.

⁴ Number of filers is based on unique SEDAR+ profile and NRD numbers.

REGULATION TO AMEND REGULATION 13-102 RESPECTING SYSTEM FEES

Securities Act
(chapter V-1.1, s. 331, 1st par., par. (9))

1. Section 3 of Regulation 13-102 respecting System Fees (chapter V-1.1, r. 2.2) is amended by replacing paragraph (1) by the following:

“(1) If a person described in Column A of Appendix A transmits a filing of a type described in Column B of the Appendix, the person must pay to the person’s principal regulator the system fee specified in Column C of the Appendix for the filing for the reference period corresponding to the date of transmission of the filing.”.

2. Section 4 of the Regulation is amended by inserting, after “Appendix B”, “for the reference period corresponding to that date”.

3. Appendices A and B of the Regulation are replaced by the following:

**“APPENDIX A
SYSTEM FEES**

In this Appendix,

“application” means a request transmitted through SEDAR+ for a decision of the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority but, for greater certainty, does not include a pre-filing;

“pre-filing” means a request to consult with the principal regulator regarding the application of securities legislation or securities directions generally or the application of securities legislation or a direction to a particular transaction or matter or proposed transaction or matter.

Item	Column A	Column B	Column C				
			Reference periods and system fee payable				
			From 11/30/2025 to 11/29/2026	From 11/30/2026 to 11/29/2027	From 11/30/2027 to 11/29/2028	From 11/30/2028 to 11/29/2029	After 11/29/2029
1	Sponsoring firm – in respect of an individual registrant	Application for registration or reactivation of registration	\$138	\$143	\$148	\$153	\$158
2	International dealer or international adviser	Annual notice of reliance on exemption from dealer registration requirement or adviser registration requirement	\$560	\$577	\$595	\$613	\$632

Item	Column A	Column B	Column C						
			Person required to file	Filing type	Reference periods and system fee payable				
					From 11/30/2025 to 11/29/2026	From 11/30/2026 to 11/29/2027	From 11/30/2027 to 11/29/2028	From 11/30/2028 to 11/29/2029	After 11/29/2029
3	Investment fund that is a reporting issuer	Annual financial statements	\$840	\$866	\$892	\$919	\$947		
4	Investment fund	Preliminary, pro forma, or combined preliminary and pro forma long form prospectus relates to the distribution of the securities of one or more than one investment fund	\$3520, regardless of whether the applicable long form prospectus relates to the distribution of the securities of one or more than one investment fund	\$3626, regardless of whether the applicable long form prospectus relates to the distribution of the securities of one or more than one investment fund	\$3735, regardless of whether the applicable long form prospectus relates to the distribution of the securities of one or more than one investment fund	\$3848, regardless of whether the applicable long form prospectus relates to the distribution of the securities of one or more than one investment fund	\$3964, regardless of whether the applicable long form prospectus relates to the distribution of the securities of one or more than one investment fund		
		Preliminary, pro forma, or combined preliminary and pro forma simplified prospectus relates to the distribution of the securities of one or more than one investment fund	\$3520, regardless of whether the applicable simplified prospectus relates to the distribution of the securities of one or more than one investment fund	\$3626, regardless of whether the applicable simplified prospectus relates to the distribution of the securities of one or more than one investment fund	\$3735, regardless of whether the applicable simplified prospectus relates to the distribution of the securities of one or more than one investment fund	\$3848, regardless of whether the applicable simplified prospectus relates to the distribution of the securities of one or more than one investment fund	\$3964, regardless of whether the applicable simplified prospectus relates to the distribution of the securities of one or more than one investment fund		
5	Reporting issuer other than an investment fund	Annual financial statements	\$1224	\$1261	\$1299	\$1338	\$1379		
6	Reporting issuer, other than an investment fund, that is not a short form prospectus issuer	Annual information form	\$688	\$709	\$731	\$753	\$776		

Item	Column A	Column B	Column C						
			Person required to file	Filing type	Reference periods and system fee payable				
					From 11/30/2025 to 11/29/2026	From 11/30/2026 to 11/29/2027	From 11/30/2027 to 11/29/2028	From 11/30/2028 to 11/29/2029	After 11/29/2029
7	Investment fund that is not a short form prospectus issuer	Annual information form	\$688	\$709	\$731	\$753	\$776		
8	Reporting issuer that is a short form prospectus issuer	Annual information form	\$4048	\$4170	\$4296	\$4425	\$4558		
9	Issuer other than an investment fund	Preliminary long form prospectus Preliminary prospectus governed by a CPC instrument	\$1520	\$1566	\$1613	\$1662	\$1712		
		Preliminary short form prospectus, preliminary shelf prospectus or preliminary MJDS prospectus	\$2400	\$2472	\$2547	\$2624	\$2703		
10	All filers	Issuer bid circular filed under Part 2 of Regulation 62-104 respecting Take-Over Bids and Issuer Bids (chapter V-1.1, r. 35) or take-over bid circular filed under Part 2 of Regulation 62-104 respecting Take-Over Bids and Issuer Bids	\$560	\$577	\$595	\$613	\$632		

Item	Column A Person required to file	Column B Filing type	Column C				
			Reference periods and system fee payable				
			From 11/30/2025 to 11/29/2026	From 11/30/2026 to 11/29/2027	From 11/30/2027 to 11/29/2028	From 11/30/2028 to 11/29/2029	After 11/29/2029
11	Issuer, other than an investment fund	Rights offering circular	\$2400	\$2472	\$2547	\$2624	\$2703
12	All filers	Report of exempt distribution	\$64	\$66	\$68	\$71	\$74
13	All filers	Pre-filing that is transmitted through SEDAR+	\$560	\$577	\$595	\$613	\$632
14	All filers	Application that is required to be transmitted through SEDAR+ under Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+) (chapter V-1.1, r. 2.3), (a) if a pre-filing referred to in Item 13 was previously transmitted in respect of the application, and (b) in any other case	\$0	\$0	\$0	\$0	\$0
			\$560	\$577	\$595	\$613	\$632

**“APPENDIX B
SYSTEM FEES**

Column A	Column B	Column C
	Filing type	Reference periods and system fee payable

Person required to file		From 11/30/2025 to 11/29/2026	From 11/30/2026 to 11/29/2027	From 11/30/2027 to 11/29/2028	From 11/30/2028 to 11/29/2029	After 11/29/2029
Sponsoring firm – in respect of each individual registrant sponsored by the firm	Annual registration renewal	\$138	\$143	\$148	\$153	\$158

”.

4. (1) This Regulation comes into force on *(indicate here the date of coming into force of this Regulation)*.

(2) In Saskatchewan, despite paragraph (1), if this Regulation is filed with the Registrar of Regulations after *(indicate here the date of coming into force of this Regulation)*, this Regulation come into force on the day on which it is filed with the Registrar of Regulations.

6.2.2 Publication

Aucune information.